

7 JOURS

L'ÉCO DE LA BRETAGNE

N°5208

16 décembre 2023

Prix : 2 €

7jours.fr

**ENVIRONNEMENT
EN BRETAGNE**

La justice se renforce

**IMAGINE SUMMIT
À RENNES**

La Tech inclusive
du Label Emmaüs

**Tisser
haut
la toile
de
Royal Mer**



**Hervé
Coulombel**
président
Royal Mer



20

Nous remercions l'Hôtel Royal Emeraude
Dinard MGallery pour son accueil



Bretagne p/04

- Imagine Summit
- Carnet
- Dossier : Droit & Environnement
- Prix Crisalide Industrie

Ille-et-Vilaine p/12

- Carnets
- En Bref ; Cerfrance ; Bureau Vallée ; US Saint-Malo
- La CRC Bretagne accueille Pierre Moscovici
- Inauguration du Campus Bâtiment

Morbihan p/17

- Carnet
- Xeno App
- En Bref : Axia ; Fonderie de Bretagne ; Campus data science

7 JOURS - L'éco de la Bretagne ; N° 5208 ; ÉDITÉ PAR « 7jours » SAS au capital de 54 000 € ;

SIÈGE SOCIAL : 1 rue la Chalotais, 35000 RENNES ; TÉL. 02 99 79 39 09 - www.7jours.fr ; ADRESSE POSTALE : BP 8033 35103 RENNES Cedex 3.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Guillaume LALAU DIRECTRICE : Olivia CLAUDEVILLE

RÉDACTRICE EN CHEF : Laora MAUDIEU ; JOURNALISTES : Djamel BENTALEB, Suzanne BRUNEAU, Sarah SEDRAOUI

RESPONSABLE DES CONTENUS DIGITAUX : Karine BARBÉ ; DIRECTION ARTISTIQUE : David PEYS ; MAQUETTISTE / GRAPHISTE : Steven ISRAEL

PUBLICITÉ : Olivia CLAUDEVILLE ; ANNONCES LÉGALES & ABONNEMENTS : Angélique AUBRY, Gwenaëlle MOURIÈRE

PRÉSIDENT HONORAIRE : Jean-Jacques BRÉE

Nous contacter : **Rédaction** : redaction@7jours.fr ; **Annonces légales** : annoncelegale@7jours.fr ; **Publicité** : publicite@7jours.fr ; **Direction** : contact@7jours.fr

N° CPPAP 0226 1 83943 / ISSN 2025-6078 / RCS Rennes 589 200 344

IMPRESSION : Corlet Imprimeur, 14110 Condé-sur-Noireau ; Dépôt légal à parution **HEBDOMADAIRE** : Parution le samedi

PRIX DE VENTE UNITAIRE : 2 € **ABONNEMENT 1 AN** : 69 € (TVA incluse) : couplage journal + site internet. Membre de RésoHebdoEco.



Certifié PEFC

Ce produit est issu
de forêts gérées
durablement et de
sources
contrôlées.

pefc-france.org

SOMMAIRE



Grand Format p/20

- Royal Mer (Dinard) :
Rencontre avec le dirigeant Hervé Coulombel

Art de Vivre p/26

- Vera Molnár
- Art équestre au haras d'Hennebont
- Exposition *De la bête à l'habit*
- Œnologie

Annonces Légales p/32



Donner des droits à la nature ?

La tenue de la COP 28 à Dubaï a hissé le paradoxe environnemental au rang des beaux-arts. Si seulement il s'agissait de la seule contradiction en la matière. Le nœud réside peut-être dans la vision qui oppose encore nature et humanité. En France, le Droit, seul outil coercitif sur ce terrain, est construit de façon anthropocentrique et il est limité aux moyens qu'on lui donne. La nature n'est pas une personne juridique, elle est dépourvue de droits en somme. L'entrée dans le Code civil en 2016 du préjudice écologique était une première étape. Tous les magistrats interrogés pour notre dossier *Droit & Environnement* témoignent de la difficulté d'évaluer la réparation d'un tel préjudice. Doit-on donner des droits à la nature, à l'image de la Nouvelle-Zélande qui a reconnu une personnalité juridique à la rivière Whanganui, ou du Canada, avec la rivière Magpie ? Peut-être faudrait-il que le droit s'applique déjà pleinement en matière de contentieux environnemental aux personnes morales et physiques, avant d'aller plus loin. Mais le débat court, et c'est très bien.

Par Suzanne Bruneau

Imagine
Summit #8

Label Emmaüs :

« Nous criions dans le désert »

Par Sarah Sedraoui



Les fêtes de fin d'année et leurs lots de cadeaux poussent les consommateurs à faire le point sur leurs bonnes pratiques d'achats. Un sujet abordé par Maud Sarda, co fondatrice et directrice du Label Emmaüs, « e-shop militant », lors de la huitième édition d'Imagine Summit, évènement breton regroupant 1300 participants début décembre à **Rennes**, porté par le Pool au Couvent des Jacobins.

Pourquoi acheter loin et neuf quand des produits de proximité ou de seconde main sont à portée de clic ? Première marketplace de l'Économie sociale et solidaire (ESS) en France, le Label Emmaüs - plateforme lancée il y a 7 ans pour donner une vitrine digitale au mouvement - porte haut ces valeurs. Des questions au cœur des esprits en cette période de fin d'année. « *J'ai été grandement déçue, comme beaucoup d'autres personnes d'ailleurs, de voir que dans la liste de cadeaux préconisée par un média connu, il n'y avait que du Amazon, Fnac et compagnie. Cela fait 7 ans et nous avons un peu l'impression de crier dans le désert sur ces sujets-là* », évoquait Maud Sarda, cofondatrice et dirigeante du Label Emmaüs

5 partenaires en Bretagne

Pourquoi venir à l'Imagine Summit ? Réponse sans langue de bois de Maud Sarda : « C'est le seul évènement en France, organisé par la French Tech, qui évoque ces sujets d'innovation vertueuse et d'inclusion dans la Tech. » Une région précurseur, qui a déjà pris le pli de l'économie sociale et solidaire, comme le démontrent les partenaires du Label sur le territoire breton.

Localement, le Label Emmaüs, ce sont 5 vendeurs : deux plateformes librairies Book Hémisphère et Booki et trois bric-à-brac avec Cap Ressourcerie, Le Tri Porteur (lancé il y a quelques semaines dans le Finistère) et Amisep. Soit près de 200 000 € de chiffre d'affaires cumulé pour 456 000 objets créés (principalement grâce aux deux librairies) depuis début 2023 (31 000 € de CA et 1 456 objets créés hors librairies). « La Bretagne est une terre avec un fort tissu associatif de citoyens qui se mobilisent et où les thématiques de justice sociale parlent. Il faudrait associer cela avec la Tech et montrer la voie au reste du territoire. »

Levée de fonds difficile

Loin d'Amazon et autres grandes plateformes en ligne, « nous essayons de nous démarquer dans un milieu qui est loin d'avoir trouvé sa place en France. L'idée serait de lier monde associatif et entrepreneurial ». La croissance du Label a d'ailleurs eu du mal à être financée. « Nous avons mis du temps pour boucler notre levée de fonds de 2 millions d'euros », là ou d'autres startups mettent seulement quelques mois. « Je dis souvent que plus on a de l'impact et moins on intéresse les investisseurs. Notre statut coopératif ne permet pas de réaliser de fortes valorisations en sortie », continuait la dirigeante lors de sa conférence. Qu'à cela ne tienne, le Label continue son petit bout de chemin et accueille toutes les structures solidaires qui voudraient se lancer en ligne.

La Digitale Tech Conférence devenue Imagine Summit

Huit ans d'existence et une grande nouveauté en 2023, le changement de nom. Se voulant plus inclusif, « au-delà de la Tech », l'évènement a accueilli plus de 1300 participants, 40 speakers, 60 exposants, 21 partenaires et 60 bénévoles pour 14 heures de contenus autour d'un thème phare : l'innovation vertueuse. Avec plusieurs formats, des talks portés par des entrepreneurs, chercheurs et acteurs de l'innovation, des « Histoires d'entrepreneurs et parcours d'innovation » et une remise de Trophées « Les Idées neuves » (des porteurs de projets innovants récompensés par Le Crédit Mutuel de Bretagne). Grande nouveauté de cette édition, la délégation nantaise de la French Tech était invitée. Pour rythmer cette édition, 3 artistes étaient programmés en partenariat avec la 45^e édition des Trans Musicales, dont le groupe Mokhtar et l'artiste Kabeaushé.

Carnet



©DR

In Extenso Bretagne

Élodie Gueguen nommée associée

L'antenne bretonne du cabinet d'expertise comptable In Extenso, compte à présent 13 associés. Élodie Gueguen a rejoint le groupe en 2008 au sein de l'agence de Landerneau. Après une première expérience auprès des TPE, elle a intégré l'agence de Brest en 2010 et a développé une expertise auprès des PME. Elle devient expert-comptable en 2019. Élodie Gueguen fait partie des 18 nouveaux associés du groupe à l'échelle nationale, issus des promotions internes. Une montée des talents qui permettent de soutenir le développement du groupe en 2023, qui franchit un palier en réalisant un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros, réalisé en accompagnant 120 000 clients TPME-PME et entrepreneurs. Le cabinet comprend aujourd'hui 6 200 collaborateurs, 250 agences, et plus de 300 associés répartis sur l'ensemble de l'Hexagone.

L'Erika:

Jean-Baptiste Parlos livre l'en-vert du procès



De g. À dr : Olivier Serra, doyen de la faculté de droit et de science politique de l'université de Rennes ; Virginie Vidalens, vice-doyenne et co-responsable du master ; Jean-Baptiste Parlos, premier président de la cour d'appel de Rennes depuis un an ; M^e Raphaële Antona Traversi, avocat du cabinet Coudray et marraine de la promotion.

Par **Suzanne Bruneau**

Venu pour baptiser officiellement la promotion 2023-2024 du master environnement et Droit de l'Université de **Rennes**, du nom du célèbre dossier Affaire *Erika* dont il eut à présider l'audience, le premier président de la Cour d'appel de Rennes s'est livré face aux étudiants à un exercice d'authenticité sur ses souvenirs.

Seul le secret du délibéré restera dans les limbes de la mémoire du juge. Le choix de M^e Antona Traversi, marraine de la promotion, de faire témoigner Jean-Baptiste Parlos est une évidence, lui qui a présidé le procès de l'*Erika*, dont le naufrage au large du Finistère avait souillé, en décembre 1999, près de 400 km de côtes, et qui est à l'origine du principe de préjudice écologique, inscrit depuis dans le code civil.

« Le dossier ne rentrait pas dans mon bureau de 9m². »

80 000 pages de dossier

Il faut remonter à 2006. Après 7 ans d'instruction, le juge Parlos, alors président de la chambre financière du Tribunal de Paris, s'attaque à un dossier pharaonique composé de 80 000 pages. « *Le dossier ne rentrait pas dans mon bureau de 9m². J'ai dû trouver un logiciel gratuit d'océrisation, pour transformer en fichier texte numérique tous les documents.* » Il lui faut aussi se procurer un dictionnaire d'anglais maritime et se plonger dans des notions d'architecture navale. « *Je n'avais jamais commandé un pétrolier de 30 000 tonnes et je ne connaissais rien de la Bretagne. Le hasard le plus total, sans mauvais jeu de mots (en référence à la compagnie Total, l'affréteur du pétrolier, ndlr), me ramène ici.* »

Master Environnement Droit

La formation est co-portée par la faculté de droit et l'Observatoire des sciences de l'Univers de Rennes (Osur). « *La singularité de la formation repose sur le fait que nous formons les étudiants à une double compétence en écologie et en droit. Nous accueillons 20 étudiants en master 1 et 20 en master 2, qui se destinent à travailler dans des structures variées, tant dans le secteur public que privé* », souligne Virginie Vidalens, vice-doyenne en charge de l'insertion professionnelle et des relations avec les entreprises et co-responsable du master avec Cendrine Mony, professeure d'écologie.

Préjudice écologique

À l'issue de ce travail préparatoire, le procès qui réunit une quinzaine de prévenus, ouvre en février 2007. S'en suivront 4 mois d'audience, rythmés par les interrogatoires du juge Parlos, dont la presse a rapporté la fermeté et l'habileté, puis 7 mois de réflexion. « *Quelles étaient les causes du naufrage ? La responsabilité pénale d'un des acteurs du procès était-elle engagée ? Si oui, quid de la responsabilité civile ? Que fallait-il indemniser ? C'est à ce moment que nous arrivons au principe de préjudice écologique. Je me suis plongé dans la doctrine mais n'ai pas trouvé grand chose. Le choix du tribunal a été de ne pas le définir mais de dire qui pouvait demander réparation. Il est compliqué de trouver les modalités pour évaluer la réparation du préjudice. Nous étai opposé que la nature n'est pas un sujet de droit.* »

« Dans les gros dossiers, on souffre en préparant, on souffre en écoutant, on souffre en délibérant, on souffre en rédigeant le jugement. Humainement, c'est inhumain. »



« Les éléments factuels ne sont pas traduits en équation scientifique »

En janvier 2008, le jugement est rendu, dans un document de 250 pages, et déclare l'affréteur, la compagnie pétrolière Total, la société de classification, l'armateur du navire et son gestionnaire, coupables du délit de pollution, les condamnant à des amendes. « *Les éléments factuels ne sont pas traduits en équation scientifique, ce qui peut être critiquable. Notre décision n'était pas parfaite, mais nous l'avons assumée car elle faisait avancer les choses. Nous avons eu une appréciation des choses la plus mesurée possible.* » À la question d'une étudiante, « *Faut-il donner une valeur à la nature pour faciliter les jugements ?* », le chef de cour adresse cette réponse espiègle : « *Vous proposez quoi ?* » Dans un registre plus personnel, le juge, qui eut à connaître d'autres dossiers épineux tels que l'affaire Borel ou l'Angolagate, a cette anaphore : « *Dans les gros dossiers, on souffre en préparant, on souffre en écoutant, on souffre en délibérant, on souffre en rédigeant le jugement. Humainement, c'est inhumain.* »

Afif Daher, un des co-fondateurs du master qui fête cette année son 15^e anniversaire.



La justice

Propos recueillis par **Suzanne Bruneau**

Contrairement aux procès qui peuvent prendre des années, la justice négociée propose un moyen plus rapide de traiter certaines affaires, dont celles portant sur des délits environnementaux : les mis en cause reconnaissent leur responsabilité et acceptent les peines ou les mesures proposées par le parquet. Quels sont les mécanismes juridiques qui rendent possible les négociations ? Quelle utilisation en est faite au tribunal judiciaire de **Rennes** ? Entretien avec **Matthieu-Jean Thomas**, magistrat en charge du pôle contentieux spécialisés.

7J. Quels sont le volume et la nature des délits environnementaux que vous traitez ?

Matthieu-Jean Thomas. Le nombre d'affaires nouvelles enregistrées chaque année au parquet de Rennes, portant sur des problématiques environnementales, oscille entre 400 et 500, dont 165 procès-verbaux adressés, en 2022, par le service départemental de l'Office français de la biodiversité (OFB). Le panel des infractions et des personnes mises en cause est très large : les enquêtes ou signalements peuvent impliquer un groupe agroalimentaire important soupçonné de pollution de cours d'eau, une enseigne nationale d'habillement apposant des dispositifs publicitaires sur des monuments historiques, tout comme un exploitant agricole individuel appliquant des herbicides sans respecter les zones de non-traitement.

Pouvez-vous nous en dire davantage sur la convention judiciaire d'intérêt public (CJIP), outil permettant aux procureurs de la République de négocier, avec les entreprises, une amende et des mesures correctives en échange de l'abandon des poursuites pénales ?

MJT. La CJIP environnementale permet au parquet de proposer à une personne morale de se soumettre à trois obligations : le versement d'une amende d'intérêt public dont le montant ne peut excéder 30 % du chiffre d'affaires moyen annuel, la mise en conformité, et la réparation du préjudice écologique dans un délai maximal de 3 ans. Cette procédure, créée en décembre 2020, est une

déclinaison de la CJIP habituellement pratiquée par le Parquet national financier (PNF) dans des affaires de très grande complexité. La validation d'une CJIP ne vaut pas reconnaissance de la culpabilité et il n'y a pas d'inscription au casier judiciaire de la personne morale. Les CJIP font l'objet d'un communiqué de presse. Le parquet de Rennes n'a pas encore déclenché de CJIP sur des atteintes à l'environnement, aucune des affaires traitées depuis l'entrée en vigueur de ce texte n'ayant, heureusement, généré un préjudice écologique nécessitant plusieurs années pour sa réparation.

À quel mécanisme juridique avez-vous plutôt recours ?

MJT. Quand les conditions sont réunies, la réponse réservée aux infractions environnementales d'une certaine gravité est la Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), proposée aux sociétés et aux dirigeants qui les représentent. La CRPC est un outil très utile dans des affaires économiques et financières ou pour des infractions techniques prévues par des codifications spéciales (environnement, travail, commerce, consommation, santé publique...). Lorsqu'il a clôturé son enquête, le parquet communique le dossier aux avocats de la société et/ou du dirigeant, pour préciser les infractions qu'il entend poursuivre, puis les peines qu'il envisage de proposer. La composition pénale est un autre outil, qui suppose aussi que la personne physique ou morale reconnaisse les faits et accepte de verser, dans un délai d'un an maximum, une amende proportionnée à ses revenus ou à son chiffre d'affaires.

négo*ci*ée

« Négocier,
ce n'est pas brader
une peine. »

Pourquoi choisir de négocier ?

MJT. Les capacités de jugement, à Rennes comme ailleurs, sont limitées. Un dossier d'infractions environnementales représente des heures de débats à l'audience, sur des points souvent très techniques. Négocier, ce n'est pas brader une peine. Que ce soit la CJIP, la CRPC ou la composition pénale, il n'y a pas de "négociation clandestine" entre le parquet et les avocats, à chaque fois un magistrat du siège intervient pour valider la CJIP (ou la composition pénale) et homologuer la CRPC. Et certains dossiers vont jusqu'au procès, lorsque les faits sont totalement contestés par la société mise en cause, ou pour lesquels les parties civiles (particuliers ou associations) attendent absolument une audience publique.

Quid de la place des victimes dans cette justice négociée ?

MJT. Les associations sont représentées et associées. S'agissant des affaires de gravité moyenne, certaines victimes préfèrent attendre quelques mois, voire parfois quelques semaines, pour pouvoir intervenir en CRPC ou en composition pénale, qu'attendre parfois plus d'une année pour une audience publique. La justice négociée est tout sauf un moyen de tenir les victimes à l'écart du dossier.



3 questions à Eric Kolbert

[président du tribunal administratif de Rennes]



©SB-7Jours

Quel est le volume du contentieux environnemental dans la juridiction ?

En 2022, nous comptabilisons 6 340 affaires entrées, et sur une période glissante englobant pratiquement l'année 2023, le nombre a atteint 6 700, soit 6% d'augmentation. Le contentieux Urbanisme et Environnement représente 12% du contentieux total en Bretagne, le double de la moyenne nationale (6,3%). Parmi les 890 dossiers traités en 2022, 160 relevaient du contentieux environnemental pur. Mais des problématiques environnementales sont présentes dans le contentieux de l'urbanisme, notamment en lien avec la loi littoral.

Pourquoi ce poids du contentieux Urbanisme et Environnement ?

Le facteur géographique d'abord, avec l'importance du littoral dans la région. Puis, la structure de l'activité économique, avec une part substantielle de l'agriculture. Autre point : le tissu associatif actif, techniquement et juridiquement très affûté, saisit le tribunal administratif.

Outre les jugements de 2021 et 2023 sur les algues vertes, quels autres exemples de dossiers traités par le tribunal ?

Il y a des contentieux relatifs aux arrêtés sur les espèces protégées, à l'épandage de moules sous-taille dans la baie du Mont-Saint-Michel, au classement des eaux de baignade ou des autorisations d'implantation d'usines de méthanisation.

Droit & Environnement

6 dossiers suivis au Pôle régional environnemental

Le Pôle judiciaire régional environnemental (PRE) - couvrant le ressort de la cour d'appel de Rennes (départements bretons et la Loire-Atlantique) - est opérationnel depuis deux ans, installé au tribunal judiciaire de Brest. Sa compétence s'étend aux délits du code de l'environnement, ainsi qu'à d'autres infractions relevant des Codes : rural et pêche maritime, minier et forestier. « Nous avons les mêmes compétences que les parquets locaux, explique Solenn Briand, magistrate référente du PRE. L'attribution des dossiers au PRE repose sur des critères de complexité, de gravité du préjudice et de ressort territorial, notamment si le préjudice concerne plusieurs secteurs géographiques. » Depuis sa création, « à moyens constants », le pôle suit 6 dossiers, tous en cours d'enquête. Parmi lesquels figurent des affaires notables telles que l'incendie des Monts d'Arrée l'été dernier, l'arrivée massive de microbilles plastiques sur les plages, ou encore l'extension d'une exploitation d'élevage porcin dans le Finistère. « Il y a une hausse des signalements du contentieux de l'environnement, constate la magistrate. En matière environnementale, évaluer le préjudice et trouver une méthode qui fait consensus pour chiffrer les montants de réparation reste difficile, même si la pratique fait avancer. »



Philippe Gustin, préfet de région, Frédéric Benet-Chambellan, procureur général près la cour d'appel de Rennes et Sylvie Detoc, directrice régionale de l'Office français de la biodiversité.

L'État et la justice harmonisent leur réponse aux infractions environnementales

Une convention tripartite entre l'État, le Parquet et l'Office français de la biodiversité doit homogénéiser les pratiques des quatre départements bretons en réponse aux atteintes à l'environnement. La signature s'est tenue le 12 décembre à la cour d'appel de Rennes en présence de Frédéric Benet-Chambellan, procureur général près la cour d'appel de Rennes, de Sylvie Detoc, directrice régionale de l'Office français de la biodiversité, de Philippe Gustin, préfet de la région Bretagne et d'Ille-et-Vilaine, de Stéphane Rouve, préfet des Côtes-d'Armor, Pascal Bolot, préfet du Morbihan et Alain Espinasse, préfet du Finistère.

Crisalide
Industrie
2023

4 entreprises à l'honneur

Plus de 500 industriels étaient présents à l'Open de l'industrie à **Carhaix**, l'occasion de remettre les Trophées Crisalide Industrie. Cette sixième édition a distingué 4 entreprises bretonnes, parmi les 11 nommées.

• **Catégorie nouvelle offre et diversification : STI biotechnologies (Maen-Roch, 35)**

Reprise par Christophe Tanguy en 2020, l'industrie bretonne est spécialisée dans la production, la recherche, le développement et la commercialisation de solutions naturelles pour la nutrition animale et l'environnement. L'entreprise développe des solutions naturelles pour renforcer le microbiote animal, souhaite valoriser les litières et lisiers des exploitations agricoles, et investit le marché de l'aquaculture.

• **Catégorie démarche circulaire : Terremo'Logic (Lizio, 56)**

Créée en 2017, l'entreprise traite 6 000 tonnes de coquilles provenant des casseries d'œufs locales. Son processus de transformation et d'hygiénisation est agréé pour l'amendement des sols. Il permet de valoriser les coquilles broyées, riches en calcium, et leurs membranes contenant des molécules d'intérêt pour de nombreux secteurs industriels. Terremo'Logic entend investir pour augmenter les volumes de production et diversifier

ses marchés vers l'alimentation animale (pet food) et l'industrie chimique (peintures et bioplastiques).

• **Catégorie transition environnementale : Synchronicity (Guidel, 56)**

Le designer et fabricant de jeux et d'espaces ludiques pour enfant a lancé une nouvelle gamme de jeux produits à partir de plastiques recyclés et de chutes de plaques de PEHD. L'entreprise vise un développement de l'export à 20 % de son chiffre d'affaires, contre 5 % aujourd'hui.

• **Coup de cœur du jury : Alliora (Fougères, 35)**

Reprise à la barre du tribunal de commerce de Rennes par Antoine Bruno, en 2021. Fabricant de coffret en carton, de conditionnement pour les secteurs de la cosmétique et de l'alimentaire, mais aussi des jeux de société. L'objectif est de développer et relocaliser la filière de sous-traitance du carton-nage en France.



Carnets



Union du commerce du Pays de Rennes

Véronique **Carabin-Schneider** et Pascal **Brondex**, nouveaux coprésidents

L'Union du commerce du Pays de Rennes accueille deux nouveaux coprésidents à sa tête depuis novembre. Véronique Carabin-Schneider, directrice de site du Decathlon Village de Betton depuis 2016, avec une mission d'accompagnatrice sur les stratégies RSE dans l'entreprise, est engagée depuis plusieurs années dans la coprésidence de l'Union du commerce. Pascal Brondex, directeur du centre commercial La Visitation à Rennes depuis 3 ans et demi, a une expérience diversifiée dans différentes enseignes du retail sur des métiers opérationnels. Il a évolué dans le métier de directeur de centre depuis près de 10 ans. L'Union du commerce du Pays de Rennes représente aujourd'hui plus de 8 000 emplois et fédère plus de 800 magasins sur le Pays de Rennes. Et les enjeux sont multiples pour *« accompagner les commerçants, sur la révision du SCOT qui prendra en compte le ZAN, les transitions sociétales et écologiques, les temps forts sur le territoire avec les JO »*, déclare Véronique Carabin. Pascal Brondex apportant un regard sur le centre-ville et les *« évolutions de consommations, et des consommateurs. »*



AMF 35

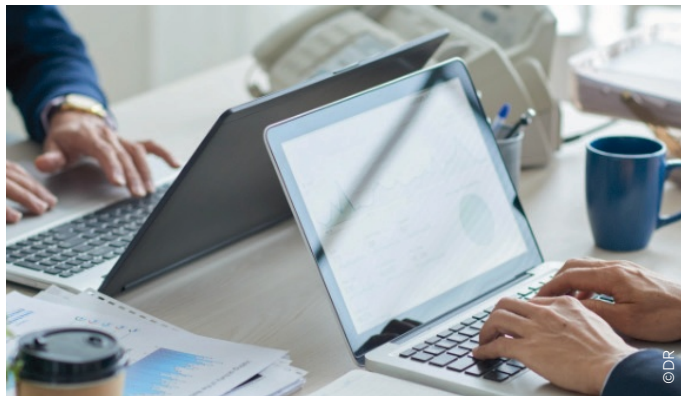
Marielle **Muret-Baudoin**, nouvelle présidente

Après le décès de Pierre Breteau, les membres du conseil d'administration de l'AMF 35, Association des maires et des présidents d'intercommunalité 35, ont élu sa successeure début décembre. Marielle Muret-Baudoin, maire de Noyal-sur-Vilaine depuis 2014, a été élue à l'unanimité. Elle est par ailleurs vice-présidente en charge du développement économique, l'emploi et le numérique au Pays de Châteaugiron communauté et membre du comité directeur de l'AMF nationale. *« Vous pouvez compter sur ma volonté d'œuvrer dans l'intérêt général et de valoriser l'implication communale sur les valeurs de démocratie, de citoyenneté et de proximité »*, a conclu la nouvelle présidente.

Le Bureau : Trois vice-présidents : **Henri Rault**, maire de Chauvigné ; **Marie-Christine Morice**, maire d'Étrelles ; **Jean-Pierre Savignac**, maire de Cesson-Sévigné. **Bernard Ethore**, président de Brocéliande Communauté, est secrétaire général ; et **Hubert Paris**, maire de Janzé est secrétaire général adjoint. **André Philipot** maire de Laignelet, est représentant des maires ruraux et **Christophe Martins**, maire d'Iffendic, est représentant des intercommunalités. **Michel Penhouët**, maire de Saint-Lunaire, est trésorier.

Cerfrance accompagne les entreprises vers la facture électronique

Dans le cadre de l'appel à projet lancé par France Num et la Banque Publique, Cerfrance Brocéliande - cabinet d'expertise comptable et conseil en Ille-et-Vilaine et Morbihan avec 32 agences - propose une formation gratuite à la facture électronique pour toutes les entreprises, jusqu'en février 2024. Cette formation, intitulée "Parcours Numérique", se compose de 7h en présentiel, dispensée dans leurs agences de proximité et 3h en distanciel, via une plateforme d'e-learning. Les entreprises seront accompagnées par des experts dans toutes les étapes de la transition vers la facture électronique, prochainement obligatoire, de la sensibilisation, l'implémentation et l'optimisation des outils numériques, conçus sur-mesure pour chaque entreprise. Cela inclut des solutions numériques pratiques, des informations sur les enjeux numériques futurs et des conseils en cybersécurité. Ainsi qu'une plateforme dédiée, MyKinexo, offrant un suivi personnalisé tout au long du processus de transition et qui a déjà connu un succès prometteur avec 14 500 comptes activés sur les 24 000 disponibles.



Bureau Vallée : retour de l'enseigne à Cesson-Sévigné

Ce magasin cessonais fut le premier ouvert en franchise en 1998, passé sous une autre franchise durant quelques années, il revient en cette fin d'année au sein du réseau Bureau Vallée. C'est le 398^e magasin de l'enseigne (en France et à l'étranger), et le 24^e en Bretagne. Situé dans la zone commerciale de Cesson, le magasin de 700 m² propose près de 4 500 références, en fournitures de bureau et papeterie pour les professionnels et le grand public, une gamme de produits reconditionnés ou en vrac, le rachat de cartouches d'encre vides... L'équipe de 8 salariés du magasin reste en place. « *Les équipes vont activer les leviers de croissance et les axes d'amélioration pour devenir un acteur incontournable de la fourniture de bureau et de la papeterie* », témoigne Thomas Moulène, animateur des magasins en propre du réseau. Bureau Vallée en Bretagne, ce sont 24 magasins et près de 43 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023.

US Saint-Malo (USSM) : une soirée pour comprendre l'économie du football

Début décembre, les dirigeants de l'US Saint-Malo organisaient une soirée, au siège social du groupe Beaumanoir, pour les sponsors et partenaires privés qui aident le club de football malouin. Une soirée pour « Mieux comprendre l'argent du football professionnel », en présence de Jean-Pascal Gayant, docteur en sciences économiques ; Luc Arrondel, directeur de recherche CNRS ; et Pierre Rondeau, professeur d'économie. Il a notamment été évoqué le modèle économique du Football, passant par les « Trente Glorieuses » (1993-2023), les revenus annuels dans le « Big Five » européen (Premier League, Bundesliga, la Liga, Série A et Ligue 1), les recettes de transferts depuis 15 ans... L'USSM Business Team, c'est un réseau de plus de 220 décideurs économiques. Le club de foot dont l'équipe première évolue en Nationale 2, c'est 49 salariés, un budget de fonctionnement de 2,2 millions d'euros (saison 2022-2023), sous la houlette d'Yves Fantou et Roland Beaumanoir.



Pierre Moscovici

« La CRC Bretagne, un des fleurons du réseau »

Par Suzanne Bruneau

En visite à **Rennes**, le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici a félicité les équipes de la chambre régionale des comptes (CRC) de Bretagne pour leur dynamisme. L'occasion de dévoiler l'identité de la remplaçante de Sophie Bergogne, qui arrive au terme de son mandat à la présidence en janvier.

Des Chambres régionales des comptes (CRC) métropolitaines, il ne lui restait que la bretonne à visiter. Le président de la cour des comptes a vanté « la productivité » de la juridiction bretonne et son « haut niveau de participation aux enquêtes communes avec la Cour des comptes », allant jusqu'à la présenter comme « un des fleurons du réseau ».

Nouvelle présidente

Hasard du calendrier ou pas, l'ancien ministre socialiste en a profité pour saluer Sophie Bergogne, dont le mandat à la présidence de la CRC Bretagne arrive à son terme en janvier. Elle sera remplacée par Cécile Daussin-Charpantier (ci-contre), présidente à la CRC Centre-Val de Loire, début février. « Je tiens à féminiser la présidence des CRC. »

Sophie Bergogne rejoindra la Cour des comptes comme conseillère maître.

« Nous sommes la maison du citoyen »

Ce déplacement était également l'occasion de faire un point sur l'avancée de la réforme JF 2025 engagée par Pierre Moscovici depuis sa prise de fonction en 2020, en particulier sur le rapprochement avec les citoyens. « Nous sommes la maison du citoyen », assure le président.



Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, et Sophie Bergogne, présidente de la CRC Bretagne.

Dorénavant, l'intégralité des travaux des juridictions est publiée. « Si c'était déjà le cas dans de nombreuses CRC, c'est une petite révolution à la Cour des comptes. »

Plateforme citoyenne : 3 thèmes bretons

Une plateforme digitale permet au public de déposer des suggestions de thèmes d'enquête. « 600 thèmes ont été proposés par 20 000 citoyens. Six ont été retenus l'an dernier, dix le seront cette année. »

Sur les 600 thèmes, « 400 sont nationaux, 200 sont locaux. La Bretagne n'a pas fait partie des territoires les plus actifs, puisque seules 3 propositions ont été déposées par des citoyens bretons : l'évaluation de la politique touristique en Bretagne, un contrôle de la SPL des ports du Morbihan et les investissements d'énergie par le Pays d'Iroise. » S'adressant à Sophie Bergogne : « Je ne sais pas si vous allez retenir ces thèmes, si vous le faites c'est bienvenu ». À bon entendeur.

NOTRE SÉLECTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS



Photo non contractuelle

ACIGNÉ EXCLUSIVITÉ | À VENDRE

- Possibilité de construction d'un bâtiment indépendant de 400 m²
- Au bord d'un axe passant
- Voirie lourde

Foncier de 1000 m²



NOYAL-CHÂTILLON-SUR-SEICHE À VENDRE

- Bureaux et locaux sociaux aménagés
- Foncier clos d'environ 2 578 m²
- Idéalement situé près d'un axe passant

800 m²



PACÉ ZA DE LA TEILLAIS

- Bâtiment entièrement rénové
- 125 m² de bureaux aménagés
- 15 places de stationnement

660 m²



LA CONNAISSANCE DES TERRITOIRES •

RENNES | BREST | LORIENT/VANNES | NANTES
BORDEAUX | BAYONNE | TOULOUSE | MONTPELLIER

Tourny Meyer, 318 rue de Fougères, Immeuble le Noven, 35700 RENNES - Transaction sur immeubles et fonds de commerce (loi Hoguet) - conseil en stratégie immobilière de locaux professionnels - CPI N° 3502 2018 000 028 970 délivrées par la CCI d'Ille et Vilaine - Garantie financière : GALIAN 89 rue de la Boétie, 75008 PARIS pour un montant de 120 000 € - La société Tourny Meyer ne doit recevoir ni détenir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération ou de sa commission.



NOUVELLE RENAULT CLIO E-TECH FULL HYBRID 145 CH



E-Tech full hybrid
240€ à partir de /mois⁽¹⁾

2 mois de loyer offerts⁽²⁾

LLD sur 37 mois, 1^{er} loyer de 3 000€
3 ans de garantie, assistance 24/24
et entretien inclus pour 1€/mois⁽⁴⁾

essence
170€ à partir de /mois⁽³⁾

2 mois de loyer offerts⁽²⁾

LLD sur 37 mois, 1^{er} loyer de 2 500€
3 ans de garantie, assistance 24/24
et entretien inclus pour 1€/mois⁽⁴⁾

modèle présenté : version hybride, Renault clio esprit alpine e-tech full hybrid 145 avec option **302€/mois⁽⁵⁾** 1^{er} loyer 3 000€, pack sérénité Renault inclus pour 1€/mois⁽⁴⁾ (1) Renault clio evolution e-tech full hybrid 145, hors options. (2) valable pour toute commande de Renault clio ou nouvelle Renault clio neuve du 01 au 31/12/23, 2^e et 3^e loyers offerts si location longue durée. (3) Renault clio evolution see 65 hors options. (4) (5) locations longue durée, assurances facultatives, 37 mois/30 000 km max, sous réserve étude et acceptation d'ac, agissant sous la marque commerciale mobilize financial services, sa au capital de 416 100 500€ - siège social : 14 av. du pavé neuf 93168 noisy-le-grand cedex - siren 702 002 221 res bobigny. restitution véhicule chez concessionnaire en fin contrat + paiement frais remise en état standard et km sup. (4) pack sérénité Renault selon conditions contractuelles, 37 mois/30 000 km (au 1^{er} des 2 termes atteint) inclus dans loyer pour 1€/mois. contrat lld peut être souscrit sans contrat d'entretien, détail en points de vente et renault.fr. offres à particuliers non cumulables, valables dans réseau Renault participant pour toute commande de Renault clio e-tech full hybrid ou essence neuve du 01 au 31/12/2023. consommations mixtes min/max (l/100 km)*: 4,2/7,0. émissions co₂ min/max (g/km)*: 95/121. *selon norme wltp. © m. leuvre

A 97g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

existe aussi en motorisations diesel et GPL

renault.fr

au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

Formation Un nouveau campus

pour les étudiants en filière Bâtiment inauguré à Montgermont

Le 12 décembre, le nouveau CFA campus des métiers du Bâtiment, a été inauguré sur l'ancien site de la BPO à **Montgermont**. Innovant, lumineux et équipé des dernières technologies, il accueille déjà près de 1 000 apprenants.

Situé au 15 rue de la Marebaudière, le nouveau centre de formation de la filière Bâtiment en Ille-et-Vilaine - imaginé et porté à l'origine par Hugues Vanel, alors président de la FFB Bretagne - a ouvert ses portes à la rentrée de septembre dernier, pour 960 apprenants, du CAP au BTS, soit 23 diplômes proposés en formation initiale alternée ou en formation continue pour personnes en reconversion, demandeurs d'emploi, salariés...



De g. à d. : Pierrick Collet, Loïg Chesnais-Girard et Christophe Possémé

Après 8 ans de genèse, le soutien du président de la Région Bretagne en place à l'époque (Pierrick Massiot), et du CCCA-BTP (Comité national de concertation et de coordination de l'apprentissage dans le BTP), tous deux financeurs pour moitié de ce projet ambitieux de près 28 millions d'euros, le chantier a démarré en 2020 pour se terminer mi-2023. « Un projet novateur, conçu sur un site existant, mêlant construction et réhabilitation*, et une démarche durable dans sa conception, explique Pierrick Collet, président de Bâtiment-CFA Bretagne, association paritaire de branche, gestionnaire des quatre CFA Bâtiment de Bretagne. Il s'étend sur un terrain de 38 000 m² avec trois bâtiments distincts équipés des technologies répondant aux besoins de formation actuels et de demain, machines et outils dernier cri pour les ateliers,



espace immersif, Hub tactile, réalité virtuelle, imprimante 3D pour la partie enseignement et recherche, espace coworking... »

Le président de Région, Loïg Chesnais-Girard, salue l'ambition du projet au service de la jeunesse bretonne : « Ce bâtiment est à la hauteur de l'investissement réalisé, il va donner de l'enthousiasme aux jeunes qui vont s'y former, et encore plus de sens à leur métier aussi, car les compétences qu'ils vont acquérir ici sont utiles à notre société, pour se loger, rénover et participer à la transition énergétique sur notre territoire. »

« Magnifique découverte, déclare Christophe Possémé, président du CCCA-BTP, les jeunes vont s'y sentir bien car c'est lumineux, coloré, spacieux et bien équipé, il y a même un terrain de sport city, et cette allée des métiers en verrière bois qui donne accès à 6 grands pôles métiers, c'est très agréable. C'est un bel outil pour développer l'excellence que la CCCA-BTP encourage, notamment au travers de l'accompagnement des enseignants, et de la compétition internationale des Worldskills. »

*Deux bâtiments conçus à l'origine en 1990, par les architectes Odile Decq et Benoît Cornette, ont été réhabilités par le cabinet d'architectes Horizon Vertical.

Carnet

ARS Bretagne

Olivier Coudin

nommé directeur de la délégation du Morbihan

Depuis le 1^{er} décembre, Olivier Coudin est le nouveau directeur de la délégation départementale du Morbihan de l'ARS Bretagne, il succède à Claire Muzellec-Kabouche. Olivier Coudin, 52 ans, occupait depuis 2022 le poste de directeur de la délégation départementale de l'Allier (ARS Auvergne-Rhône-Alpes), après avoir travaillé pendant 12 ans à l'ARS Martinique, occupant successivement les fonctions de responsable des ressources humaines, de directeur de l'offre médico-sociale, puis de directeur général adjoint. Titulaire d'une maîtrise de droit public et ancien élève de l'École des hautes études en santé publique (EHESP), il a également travaillé en administration centrale au ministère de la Santé, été inspecteur à la DDASS de Seine-Saint-Denis (2003/2009), puis à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (2009/2010).

©ARS Bretagne



BUREAUX À LOUER - LA COURROUZE



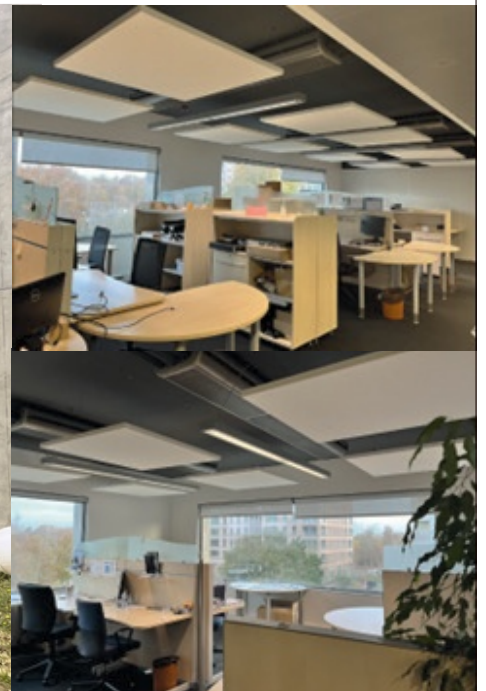
RENNES
PIED DE MÉTRO

SURFACES DISPONIBLES

170 M²

425 M²

712 M²



Votre conseil en immobilier d'entreprise à Rennes depuis 20 ans

02 99 33 33 33 - contact@cw-rennes.fr

Xeno App

La conversation automatisée et « intelligente »

La société Xeno App, installée à **Vannes**, développe un robot conversationnel intelligent au service de la relation client des PME et des grands comptes. Le logiciel de Xeno est une messagerie instantanée, qui intègre l'intelligence artificielle GPT aux données de l'entreprise pour apporter des réponses pertinentes aux clients.



©DR

Une solution multilingue

Xeno App (6 salariés) a été créée fin 2019, par Alexis Lewalle, entrepreneur chevronné qui a travaillé à Lyon, Paris, Boston (États-Unis), avec Rémi Delhaye le deuxième associé. Elle est aujourd'hui à son seuil de rentabilité, se développe par croissance naturelle, au fil de l'augmentation de son chiffre d'affaires, travaille sur de nouveaux contrats significatifs, et vise sur une levée de fonds d'environ 750 000 €.

« Notre outil apprend sans cesse »

« **U**ne grande administration française avec laquelle nous échangeons aujourd'hui pour un déploiement comptabilise plus de 16 millions de conversations par mois sur son seul site web, explique Alexis Lewalle, fondateur de Xeno App. On imagine mal les ressources humaines et le temps mobilisés pour traiter cette seule tâche. L'automatisation du support client est donc une solution économique et efficace qui permet aux équipes de se concentrer sur ses priorités. Nous intégrons la technologie développée par Open AI (éditeur de Chat GPT) pour mettre en adéquation la question et la réponse de manière quasi parfaite. »

Rapidité et crédibilité

Que ce soit pour questionner le SAV, traiter les réponses à apporter à des usagers, donner des informations pratiques... À chaque seconde, une quantité phénoménale de questions est posée sur le web. Exit le temps où l'on garantissait une réponse en 48 h, en 24 h. Aujourd'hui, la réponse doit être quasi instantanée, comment faire si ce n'est par l'usage de l'intelligence artificielle. « Et notre outil connaît un taux d'erreur très faible, car nous savons "siloter" les informations, précise Alexis. Et, quand la machine ne sait pas, elle le dit ! Cela nous permet même de mener un travail d'amélioration continue. Notre outil apprend sans cesse. »

« Tout est allé très vite au début, en 2019. Mais le Covid a tout bouleversé, se souvient Alexis. On avait légèrement réduit les effectifs, contracté un PGE, ce qu'aujourd'hui je regrette, car les échéances de remboursement sont trop courtes. En plus, cet endettement nous fait prendre du retard par rapport à la majorité de nos concurrents à l'international : eux ont reçu des aides mais sous forme de subventions. » Pour des questions de souveraineté nationale, Xeno App intéresse particulièrement les grands comptes nationaux. Pour autant, la solution est multilingue : l'IA exploite les informations dans la langue de l'entreprise, puis les traduit instantanément dans la langue du demandeur.

Le Groupe Axia Intérim ouvre une agence à Lanester

Après Bordeaux, Rennes, Vannes, c'est au tour de Lanester d'accueillir la nouvelle agence Axia Interim, spécialiste depuis plus de 20 ans de la gestion du personnel et du travail temporaire. L'antenne de Lanester est la 23^e agence du groupe créé en 2002. Le spécialiste de l'immobilier d'entreprise Tourny Meyer a accompagné Rachel Lejeune, responsable de cette nouvelle agence, comptant 91 m², pour trouver cet emplacement stratégique en périphérie de Lorient. Lanester est un pôle d'activités dynamique, porté notamment par la zone de Kerpont, avec un accès rapide au centre-ville de Lorient, à la voie express, une desserte des bus et une zone de stationnement. Implanté historiquement au Luxembourg et, en France, dans le Grand Est et les Hauts-de-France, le groupe Axia - dont le siège social est basé à Norroy-le-Veneur à proximité de Metz - continue son déploiement à l'Ouest.



Émilie Vinson, chargée de recrutement ; Rachel Le Jeune, responsable de l'agence Axia Lanester ; Audrey Duval, consultante Tourny Meyer



Un campus Data Science & Cybersécurité à Vannes en 2025

Ce projet, dont le coût financier est estimé à 16 M€, s'inscrit dans le cadre du Contrat de plan État-Région 2021-2027. Il bénéficie de financements de l'État, de la Région Bretagne, du Département du Morbihan, de l'UBS et de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, qui assure en outre le portage des travaux et la maîtrise d'ouvrage avant cession à l'UBS. Ce futur campus devrait accueillir environ 1 000 étudiants, dont une majorité d'alternants, bac +3 à bac +5.

Selon Virginie Dupont, présidente de l'UBS, « ce projet va permettre de regrouper les formations de l'UBS dans le domaine des données sciences et de la cybersécurité sur un même site. Des synergies importantes pourront ainsi s'y créer ». Avec l'ambition de devenir un territoire incontournable dans l'exploitation et la sécurité des systèmes d'information. Le campus, situé sur l'ancien site de la Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan, hébergera également un Cyber Security Center unique en France, dédié aux étudiants et aux entreprises pour se former aux risques cyber et à la gestion de crise. L'ouverture est prévue pour la rentrée 2025.

Début des travaux de modernisation à la Fonderie de Bretagne

Les travaux ont débuté à Caudan, à la Fonderie de Bretagne (FDB), spécialiste de la production des pièces de fonderie de fonte brutes et pré-usinées. Un programme d'investissement de plus de 32 millions d'euros prévoit notamment de modifier le processus de fusion pour le rendre plus économe en matière d'énergie (20 % d'économie) et plus flexible, pour élargir la gamme de produits. Les travaux de démantèlement sont en cours, notamment sur une ancienne ligne de moulage, pour laisser la place au projet de nouvelle fusion, d'un montant global de 12,8 millions d'euros, qui doit être opérationnel début 2026. Un an après son rachat au groupe Renault par Callista, FDB a comme objectif de diversifier sa production et d'atteindre l'équilibre en 2026. L'entreprise emploie 300 salariés.





**Hervé
Coulombel**
président Royal Mer





Tisser haut la toile de Royal Mer

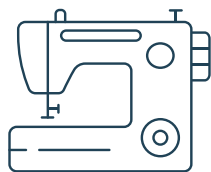
Par Suzanne Bruneau

Aux commandes d'un des derniers fleurons de l'industrie de la maille française depuis 2016 avec son frère, Hervé Coulombel a insufflé une nouvelle vie à la marque Royal Mer, et à son produit emblématique, le pull marin. À La Regrippière (44) et à Saint-Pierre-de-Plesguen (35), deux ateliers abritent l'audace du patron, qui, en reprenant l'entreprise, lui a évité la faillite.

Six ans plus tard, Real Stamm - la société détentrice de Royal Mer - affiche 5,1 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 2023. Mais pour assurer sa pérennité, la diversification s'impose ; le chef d'entreprise, aussi vice-président de la Fédération française du prêt-à-porter, le sait. Il compte sur un produit innovant, un exosquelette textile. Rencontre au siège à **Dinard (35)** avec cet entrepreneur inclassable, qui tient bon la barre.

L'homme est un tricoteur de chances. Il ne croit pas au hasard mais aux opportunités que l'on crée, avec une part de risque de préférence, sans cela, la vie serait dénuée de saveur. Et, qu'on se le dise, Hervé Coulombel est plutôt du genre réfractaire à la monotonie. Sa présence dégage une force intranquille, comme si son esprit était perpétuellement en ébullition. Les énigmes sans réponse chatouillent sa curiosité. C'est ce qui explique probablement son petit côté aventurier des causes perdues. Avec Royal Mer, le pari était grand. Mais il en fallait plus pour faire renoncer l'entrepreneur qui, comme tout gémeau qui se respecte, est un idéaliste.

« Aujourd'hui, j'ai l'équivalent **d'un million d'euros de stock**. Si j'avais ce million **en cash**, je pourrais **entamer des projets**. »



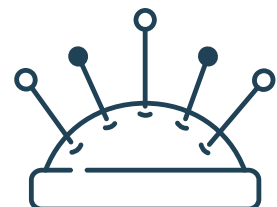
©RoyalMer

La reprise de Royal Mer

Il signe le retour en grâce d'une marque oubliée. En 2016, à la barre du tribunal de commerce de Nantes, accompagné de son frère Roland, il reprend l'entreprise Royal Mer Bretagne et 45 des 55 salariés. « Il fallait dépoussiérer la marque. Ce qui a retenu notre attention, c'est le savoir-faire de l'équipe. » Ce savoir-faire, hérité du tricotage de pulls de marins, remonte à 1946 avec Madame Soulard, une passionnée du tricot produisant, à l'époque, 15 pulls par semaine. Rejointe par son fils en 1957, Robert Morinière, ils fondent ensemble Royal Mer Bretagne.

La concurrence avec Saint James

L'ombre de la marque normande, aux 55 millions d'euros de chiffre d'affaires, plane inévitablement sur Royal Mer. Il n'y a qu'à regarder par la fenêtre du showroom dinardais d'Hervé Coulombel. Saint James s'est installé en 2018 juste en face. « Il y a 30 ans, Saint James et Royal Mer se partageaient le marché du pull marin. Il y a de la place pour tout le monde, et nous nous distinguons par une large palette de couleurs et un univers de marque moins classique. »



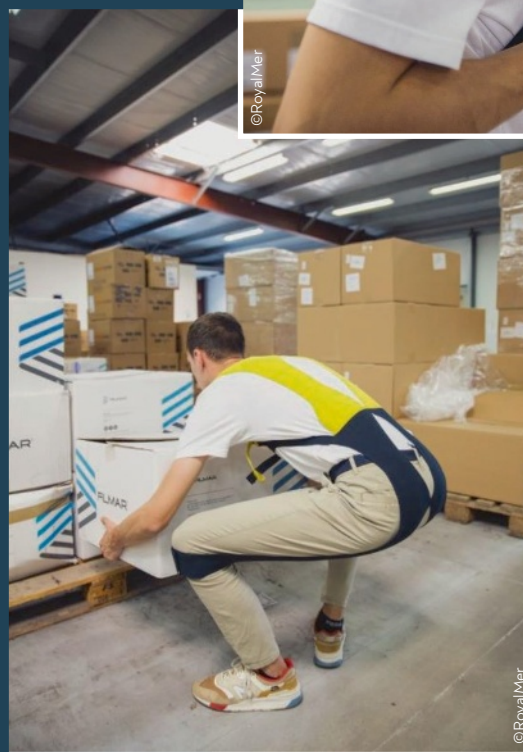
Se diversifier pour se démarquer

Contrats de sous-traitance : 1/4 d'activité

La diversification est essentielle pour alimenter les deux ateliers dotés de 30 machines à tricoter et 50 machines à coudre. Celui de La Regrippière (44) et ses 62 techniciens sont dédiés à Royal Mer. À Saint-Pierre-de-Plesguen (35), les 18 salariés travaillent sur d'autres marques. Un quart de l'activité de Real Stamm (royal tricot en breton) provient de contrats de sous-traitance avec des marques premium et luxe telles qu'agnès b., Sézane, et une grande maison de luxe parisienne qui a commandé 1 300 plaids. Le patron y voit un levier de développement. « *L'aménagement d'intérieur ou faire des packagings pour des maisons de luxe, des troussees, des emballages tricotés.* » Toujours dans cette optique de diversification, les équipes ont planché sur un modèle de chaussures Royal Mer. « *Fausse bonne idée. Le marché est très concurrentiel. Mais cela met en avant notre savoir-faire.* »

L'exosquelette de tous les espoirs

Mais Hervé et Roland Coulombel tiennent peut-être leur poule aux œufs d'or avec leur exosquelette en textile. Corfor, c'est son petit nom, est entièrement tricoté sur les machines de Royal Mer et assiste la manutention lors du port de charges. « *Il permet de soulager les lombaires des opérateurs d'environ 12 kg, afin de lutter contre les TMS (troubles musculosquelettiques). Et il est 4 fois moins cher que ce qui se trouve sur le marché actuellement.* » Il faut compter 249 euros hors taxe pour l'innovation, qui a nécessité 3 ans de recherche et développement. « *Un vrai défi technique. Nous sommes partis du brevet d'un maçon marseillais. Cela nous permettrait d'automatiser un peu plus la production et faire un peu plus de marge.* » À ce stade, la cible est exclusivement professionnelle. « *L'industrie, la logistique, le bâtiment... Nous avons des commandes test en cours avec Naval Group, Eiffage, la coopérative agricole Cavac et d'autres.* » Grâce à ces développements, Hervé Coulombel table sur une croissance de chiffre d'affaires de 10 % en 2024.



Une industrie gourmande

Pour se démarquer, « nous jouons sur la qualité. Nous venons de lancer notre pull garanti à vie. » Mais le prêt à porter est une industrie très gourmande en trésorerie, en particulier dans le premium. Le cycle d'exploitation est de 14 mois. « Il faut un an de trésorerie. Nous sommes enfin à l'équilibre. Les points morts sont très élevés. » Et les marges très faibles. « Le coût de production représente 65 %. » D'autant plus que 80 % de l'activité est réalisée en wholesale, c'est-à-dire par des revendeurs qui eux-mêmes appliquent une marge ; le reste est généré à la boutique de Dinard, au magasin d'usine en Loire-Atlantique et par l'e-commerce.



Et les difficultés ne se limitent pas à cela : « Dans le textile, nous sommes soumis aux aléas climatiques, et nous vendons des pulls donc quand il fait 30° degrés en septembre, c'est difficile et ce n'est pas près de s'améliorer, constate le chef d'entreprise. Nous sommes à la croisée des chemins, il faut passer la seconde pour passer un cran dans le développement de la marque. Aujourd'hui, j'ai l'équivalent d'un million d'euros de stock. Si j'avais ce million en cash, je pourrais entamer des projets : du marketing, du développement à l'international (qui représente aujourd'hui 10 % du chiffre d'affaires, ndlr), aux États-Unis et au Canada par exemple. »

Le miracle ou le mirage du "made in France" ?

Pour lui, le "made in France" n'est pas qu'une idée. Selon les estimations de la Fédération indépendante du made in France (FIMIF), fondées sur les chiffres fournis par les différentes fédérations sectorielles, la part de produits "made in France" pèse pour 3 % des vêtements et des bijoux vendus en France. « Les consommateurs adhèrent au concept du made in France mais ne sont pas réellement prêts à mettre le prix nécessaire. » Il faut donc tenir la distance. Cela n'est pas sans fatigue. « J'aime bien les challenges mais c'est quand même difficile. Il est temps de respirer un peu. » À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire ?

« Nous sommes
enfin à l'équilibre. »



L'équipe de l'atelier de La Regrippière.

Parcours

Hervé Coulombel est né en Charente, au hasard des mutations d'un père gendarme. « *Mes deux frères sont nés à Guingamp et à Brest.* » Il s'installe à Rennes en 1975 et suit des études de gestion à l'IGR. Après avoir travaillé dans diverses entreprises, dont les chaussures Noël (Vitré) pendant dix ans, il crée au début des années 1990 avec son frère sa propre société pour accompagner les entreprises bretonnes à exporter. Une activité qui perdure sept ans, jusqu'à ce que les frères décident de commercialiser leurs propres produits en 2004, en reprenant l'entreprise rennais Lambert Créations, spécialisée dans les robes de mariée. « *J'étais convaincu qu'il y avait un marché. Nous avons hypothéqué nos maisons. Si c'était à refaire, je ne le referai pas.* » Lambert Création est aujourd'hui dirigé par l'épouse d'Hervé Coulombel, Manuela. Plus tard, de 2006 à 2012, il dirige une SCOP près de Laval, spécialisée dans la maille pour des marques de luxe, puis il prend les commandes pendant 4 ans d'une marque de prêt-à-porter de luxe tout juste créée par une Belge. C'est fin 2015, qu'un ami l'informe de la situation difficile de l'entreprise Royal Mer Bretagne, située près de Nantes.



©Studio Carlito

Bonus

Que faites-vous quand vous ne travaillez pas ?

« *Je lis. J'aime bien ce qui est philosophie et ésotérique. Le sujet de la mort m'intéresse beaucoup par exemple, ce qu'il se passe après. Tout ce qui a trait au fonctionnement du cerveau, à la psychologie, me passionne. J'aime les gens, la matière humaine.* »

Musique ? « *Je joue de la guitare depuis 45 ans.* »

Un lieu ? « *Dinard : j'aime l'ambiance, l'art de vivre, c'est beau, reposant, chic sans être ostentatoire.* »

Quel métier auriez-vous fait si vous n'étiez pas devenu chef d'entreprise ? « *Musicien ou mathématicien. L'abstraction quoi !* »

Une personne inspirante ? « *Xavier Noël, un de mes premiers patrons. C'était un homme brillant, humaniste et qui m'a fait confiance.* »

La politique un jour ? « *Il faut avoir du temps pour cela. L'échelon régional ou européen aurait pu m'intéresser. À une époque, j'avais mis le bout du petit doigt dedans, avec Christian Blanc, ancien PDG d'Air France qui avait fondé le think tank « l'Ami public » et en 2002, le mouvement politique Énergies démocrates. Je me suis retrouvé sur une liste pour les élections européennes, mais en 20^e position ce qui ne m'intéressait pas car si je me lançais, c'était pour faire. J'aime faire, je ne suis pas dans le discours.* »

Un mantra ? « *Je ne crois pas au hasard. Il ne faut pas dire "j'ai de la chance, mais j'aide la chance".* »

Arts numériques Disparition de Vera Molnár

Par Gwénaëlle de Carné

Vera Molnár disait de **Rennes** qu'elle était sa ville de cœur, après Budapest où elle est née en 1924, et Paris où elle habitait depuis 1947. C'est là qu'elle s'est éteinte le 7 décembre, à quelques mois de son 100^e anniversaire, après plus de 80 ans de création.

Pionnière des arts numériques, Vera Molnár a exposé une douzaine de fois à la galerie Oniris, rue d'Antrain à Rennes, à l'invitation d'Yvonne et de Florent Paumelle et à plusieurs reprises au musée des beaux-arts qui conserve plusieurs de ses œuvres.

Ceux qui ont connu Vera Molnár gardent en mémoire sa vivacité d'esprit, son énergie, son humour et surtout son extraordinaire créativité. Formée aux Beaux-arts de Budapest, Vera Molnár avait fait le choix de l'abstraction géométrique. « *Dans mon travail, disait-elle, il y a des formes. Ce sont des lignes qui se referment sur elles-mêmes, qui se mordent la queue. Cela donne des carrés, des rectangles et d'autres quadrilatères. Il y a aussi des cercles, des triangles, des pentagones.* »

L'ordinateur, allié de « la machine imaginaire »

Depuis 1968, l'ordinateur était l'allié de Vera Molnár, et de sa « machine imaginaire ». Il lui avait permis de « se libérer



d'un héritage classique sclérosé » tout en gardant la pleine maîtrise de ses compositions régies par la géométrie des lignes et des formes. À partir d'un algorithme, elle se livrait à une suite inépuisable de variations. Elle s'en remettait souvent à la loi des nombres, tout en se nourrissant des peintures des grands maîtres : Cézanne, Monet, Mondrian, Malévitch... Avec un goût certain pour la couleur et toujours « 1 % de désordre ».

Le Centre Pompidou lui consacra une rétrospective *Parler à l'œil*, du 28 février au 26 août 2024. La galerie Oniris lui rendra hommage à Rennes, avec sa 13^e exposition *Signature VM*, du 2 février au 30 mars 2024 et inaugurera un nouvel espace d'exposition à Paris avec ses œuvres.

Galerie Oniris, 38 rue d'Antrain à Rennes. Exposition Petits formats jusqu'au 20 janvier, dont plusieurs œuvres de Vera Molnár.

Haras d'Hennebont L'art équestre, quel cirque !

Par Djamel Bentaleb

Le Haras national d'**Hennebont** se pare de lumières et s'imprègne de la magie de Noël, pour accueillir son public en famille, dans une ambiance féerique et artistique, accueillant la compagnie équestre Diego n'Co, avec son spectacle *Manoucherie auvergnate*, jusqu'au 6 janvier.

Le spectacle mêle délicatement un travail équestre de haut niveau, le cirque, la musique, la danse et une volée de personnages tendres et hauts en couleur... La compagnie Diego n'Co joue son spectacle *Manoucherie auvergnate* sous le chapiteau du Haras d'Hennebont.

Roméo et Juliette

Dans cette comédie équestre en sept actes, on retrouve une histoire d'amour, librement inspirée de *Roméo et Juliette* de Shakespeare, dans laquelle se confrontent deux cultures : celle des Cantalous et celle des Gitans. Sur la piste, les souvenirs s'emmêlent, les personnages s'emballent et la fin nous échappe. « *L'envie, avec ce spectacle, est de partager avec le public un moment léger, drôle, beau et touchant, tout en abordant des sujets sensibles et complexes* », dit Xavier Canonne, fondateur de la compagnie.



« Partager un moment **léger, drôle, beau** et touchant tout en **abordant** des sujets **sensibles et complexes** »

Xavier Canonne, fondateur de la compagnie

Histoire d'amour et choc des traditions

Entre préjugés et incompréhensions naissent des situations cocasses et croustillantes ! *Manoucherie auvergnate* plonge les spectateurs au cœur des montagnes du Cantal. Entre performances des chevaux et des acrobates, danse et comédie, l'histoire racontée dans ce spectacle est celle du souvenir, du métissage culturel, de la terre et de chevaux.

Poésie des musiques et des lumières

La bande sonore est une alternance d'ambiances, de musiques en live ou enregistrées, mêlant les éléments et la nature. Les musiques alternent entre influences auvergnate et tzigane, créant une résonance entre ces deux cultures. Les lumières créent le trouble entre le temps réel et le temps du récit, rythment la narration au fil des journées et viennent ajouter à la scénographie un caractère onirique et chamarré.

Spectateurs, petits et grands, apprécieront.

Les 16 et 17 décembre, et du 23 décembre au 6 janvier 2024 (sauf les 25 décembre et 1^{er} janvier).

Quimper, musée départemental breton

« De la bête à l'habit »

la part animale du vestiaire breton

Par Gwénaëlle de Carné

Poils, plumes, peaux, os, fanons de baleine... La gent animale est présente dans toutes les pièces de la garde-robe bretonne, de la coiffe aux chaussures. L'exposition du Musée départemental breton de **Quimper** *De la bête à l'habit*, est encore visible jusque fin décembre. Elle met en lumière les vêtements de ses collections, souligne leurs liens avec les animaux, ce qui en fait tout l'attrait, loin d'une classification par région ou par mode.

La part de l'animal dans l'habit breton ne saute pas aux yeux. Pourtant, les animaux ont inspiré bien des noms de coiffes telles la *Penn Sardin* des ouvrières des conserveries de Douarnenez et de nombreux motifs de broderie. Poils et plumes ont servi à confectionner tenues du quotidien et costumes de cérémonie. Derrière les châles, les jupes et les corsages, les vestes et les gilets, les armatures de corset, les boutons, les chaussures, les ceintures, les coiffes et les chapeaux, se cachent les animaux les plus variés du cochon au chameau et des vers à soie à l'émeu.



Musée départemental breton, 1 rue du Roi Gradlon, Quimper. Exposition jusqu'au 31 décembre. 7 €. Visites commentées sur réservation.



Avant 1860, vêtements et chaussures sont fabriqués à partir de matières végétales. Ainsi le lin et le chanvre filés et transformés dans les ateliers et manufactures de Bretagne se retrouvent dans les chemises et les vêtements de dessous. Pour les costumes traditionnels, l'animal est roi, de la tête aux pieds.

La tête : coiffes et chapeaux ronds

« Ils ont des chapeaux ronds, vive les Bretons ! » La chanson est plus connue que les chapeaux, en feutre de laine, de lapin et pour les plus beaux, de castor importé du Canada dès le 17^e siècle. Rehaussés d'un large ruban de velours noir et d'une boucle dorée, ils sont du plus bel effet. Quant aux coiffes, elles portent des noms d'oiseaux : la Cocotte portée dans les communes de Châtaudren, Plelo, Plouagat, Plouvara, Boqueho ; la coiffe Perroquet portée à Cancale, L'Hirondelle à Plouer-sur-Rance. Ou alors des noms de poissons et de crustacés tels la Penn Sardin de Douarnenez et la Queue de langouste de Morlaix. Ornées de plumes délicates, elles cachent dans leurs broderies des motifs de papillons.

Le corps : vestes et gilets, jupes et corsages...

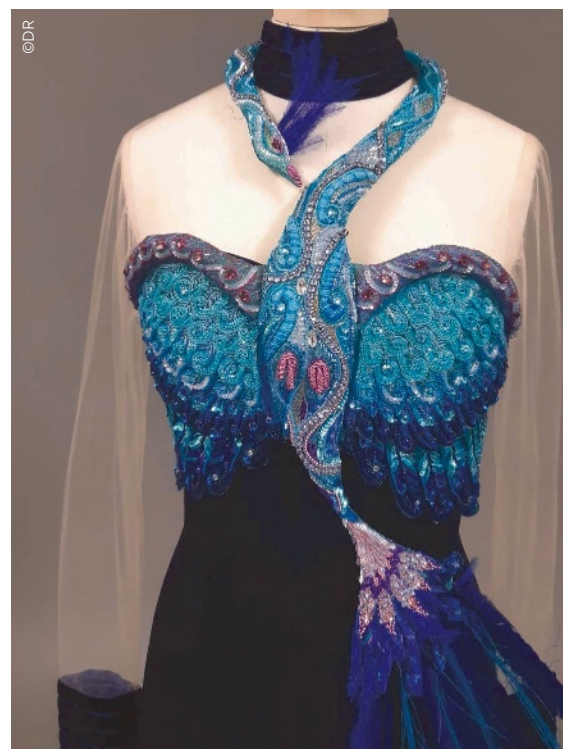
Laine, soie, fourrure, fanons de baleine, habillent le corps. La laine est tricotée en pulls et en caleçons. Tissée en drap, elle est matière à de superbes vestes et gilets brodés en soie. Sans oublier châles, mantelets et *kabigs*. Quant aux fanons de baleine, ils rigidifient plastrons et corsets. Au 19^e siècle, la mode est aux pèlerines en fourrure et le renard se porte en parure autour du cou.

Dans la période préindustrielle, les circuits vestimentaires sont locaux : fourrures et peaux proviennent de la chasse et de l'élevage. Puis sont importées du continent américain, tel le sconsse, mouflette à fourrure noir et blanc. Les plumes viennent des contrées exotiques : autruche, casoar, émeu, très appréciées des citadines qui en ornent leurs chapeaux.

Les pieds : botou-plouz, begou ma'ch...

Chaussettes, chaussons, sabots, chaussures répondent à des usages différents : chaussons brodés des Bigoudens, sabots tressés dits botou-plouz, sabots-bottes des marins de Douarnenez dits *begou ma'ch* (nez de cochon) fabriqués en bois de peuplier moins glissant que le hêtre et prolongés par une jambière de cuir de bovin.

L'exposition s'agrément de créations contemporaines, comme la robe paon du brodeur Pascal Jaouen et les papillons de Mathieu Ouvrard. Le tout pimenté d'anecdotes, comme "la danse du loup" consistant à marteler le sol de ses sabots pour éloigner l'animal.



Le nouveau visage des vins corses

Par Gaël Herrouin

Il y a encore peu, j'écrivais que le vignoble corse opérait sa mutation vers une qualité en nette progression. Depuis et rapidement, cette mutation a trouvé sa traduction sous trois aspects : la multiplication de cuvées aux tarifs élevés, surprenant le dégustateur, un accessit de la Corse parmi les grandes régions vinicoles et une certitude ! Cette révolution s'appuie largement sur la révélation de nombreux cépages autochtones, qui rend la Corse si affriolante aujourd'hui.

Comme beaucoup de régions touristiques, la Corse s'est longtemps reposée sur une production « facile », avec des vins plutôt rustiques, vendus à des touristes peu exigeants. Mais, depuis la fin des années 1970, l'arrachage des vignes les moins bonnes, l'arrivée d'une nouvelle génération dans les domaines, l'usage de meilleures pratiques dans la conduite de la vigne et dans les méthodes de vinification, ont permis d'aborder un virage qualitatif.

Le vignoble se situe principalement le long des côtes, le relief accentué limitant souvent la progression du vignoble à l'intérieur des terres, surtout à l'ouest de l'Île. Le climat est idéal avec un fort ensoleillement, des gelées rares et une faible pluviométrie, cependant avec une relative humidité du fait de l'influence maritime.

On y trouve de nombreux microclimats, liés essentiellement à un *mix*, entre niveau d'escarpements, influence plus ou moins marquée des entrées maritimes, nature du sol, du sous-sol, et type de végétation à proximité.

Après le Phylloxera et autres maladies de la vigne, les cépages autochtones avaient presque disparu au profit de cépages rhodaniens plus productifs.

Une poignée de vignerons-résistants vont, par diverses actions, rediversifier l'image du vin corse. Christian Imbert du domaine Torraccia, en favorisant la création de l'Union des Vins Corses, puis celle du centre de recherche vitivinicole insulaire va beaucoup faire pour remettre en avant les premiers « autochtones » : Nielluciu, Sciacarellu et le blanc Vermentino (à eux trois, ils forment aujourd'hui les trois-quarts du vignoble corse). Il sera

accompagné dans cette transformation par d'autres visionnaires comme Antoine Arena ou Antoine Abbattucci.

Parlons du Nielluciu, cépage apparenté au Sangiovese, cépage majeur des vins rouges italiens notamment toscans. En Corse, il a fait de Patrimonio, l'appellation la plus cotée de l'Île. Par sa puissance tannique, son charnu, ses notes boisées et épicées, il correspond aux attentes de beaucoup d'amateurs.

Bien mieux que l'autre cépage établi de Corse, le Sciacarellu, historiquement basé dans le sud de l'île, autour de Sartène et Ajaccio, appréciant là, le support granitique qui lui convient parfaitement.

Le réchauffement climatique et surtout le retour en grâce de vins au caractère juteux, fruité, un peu plus marqué par l'acidité lui bénéficiera. Sa traduction en



©Shutterstock

Les collines Patrimoine en Corse

français, « croquant », décrit bien la sensation laissée en bouche par ce cépage peu tannique.

Ces deux cépages furent complétés par le cépage dominant des climats méditerranéens, le grenache, dont le nom local est *Élegant*.

Je vous incite vivement à goûter la version pure du cépage au domaine Sant'Armettu (au-dessus du golfe de Propriano). La famille Seroin délivre un vin d'une finesse inégalée. On est plus sur l'infusion que sur la « chaleur » classique du cépage. Un esprit bourguignon ou Rayas (du célèbre domaine de Châteauneuf-du-Pape) règne sur ce vin.

Aujourd'hui, ce sont des cépages répondant au nom de Aleaticu, Carcajolu, Riminese, Morescola, Moresconu... qui progressent et construisent la nouvelle Corse.

Ces cépages tardifs sont bien adaptés aux enjeux du réchauffement climatique. Encore très peu présents, ils sont pour l'instant souvent assemblés.

La cuvée Ecce Fructus du Clos Culombu (proche de Calvi) assemble Aleaticu, Carcajolu et Minustellu. Ce vin, uniquement travaillé en cuves béton et en biodynamie, offre un toucher de bouche très voluptueux. L'aromatique est complexe entre fruité et épices, les tannins soyeux dans une matière ample mais fine. C'est diablement séducteur, un verre en appelle un autre.

À deux pas de ces cépages, Jean-Charles Abbattucci ajoute, dans la vallée de Taravo, au sud d'Ajaccio, les premiers « historiques » Nielluciu et Sciaciarellu, ainsi que Morescola, Morescono et Montanaccia. Jean-Charles a tiré profit du conservatoire des cépages endémiques plantés par son père dans les années soixante. En travaillant les vignes et les vins dans un esprit naturel, dans un environnement pastoral conservé, le domaine du comte Abbattucci fut le premier et longtemps le seul à proposer des cuvées dépassant la soixantaine d'euros. Les trois cuvées *Collection* sont au sommet. Dans cette cuvée *Ministre Imperial*, nous retrouvons les caractéristiques d'Ecce Fructus (ci-dessus décrite) dans une version plus corsée, plus structurée. Le vin a connu un élevage en foudre et demi-muid (600 L) pendant 12 mois, parfaitement intégré car la maturité et la qualité des raisins autorisaient cet élevage, complexifiant encore le vin.

Côté blanc, le Vermentino tient la vedette, et de nombreux vigneron insulaires le magnifient. Les Corses le disent différent du cépage provençal, le Rolle, et moi, je n'ai pas envie de contredire un Corse, alors... Ce cépage apporte une belle fraîcheur et complexité aromatique.

J'apprécie particulièrement la cuvée *Clos blanc* du Clos Venturi en biodynamie. Issue des meilleures parcelles du terroir

particulier de Ponte Leccia, village d'altitude situé au carrefour des routes menant à Bastia, Ajaccio et Calvi.

C'est un vrai vin de garde, superbe de complexité après quelques années, souvent marqué d'un minéral « *pétrolé* ». L'élevage sur lie fine lui apporte une vraie trame fraîche et tendue, de beaux amers en finale et le passage en barrique lui donne une jolie rondeur.

Parmi les cépages renaissants, nous trouvons le Genovese, cépage très aromatique qui, selon les domaines, est travaillé sur sa finesse, où la tonicité domine, et tantôt sur son gras avec une volupté abondante. Son potentiel de progression dans l'encépagement corse est prometteur.

Nous trouvons aussi le Bianco Gentile, cépage lui aussi très aromatique (fruits exotiques, agrumes et abricot), qui requiert toute l'attention du vigneron pour ne pas basculer dans une richesse trop prononcée. Une belle interprétation est celle d'Antoine-Marie Arena, entre Patrimoine et le cap Corse. Son père Antoine fut le premier, à partir de bois prélevé à la station expérimentale de l'Île, à replanter et œuvrer pour le redéploiement du cépage.

Ce vin offre des notes de fruits blancs mûrs, de miel et de viennoiseries avec une touche d'oxydation ménagée qui lui donne un caractère unique. L'équilibre est sur le fil du rasoir, avec une bouche marquée par le gras, et une finale longue et soyeuse marquée d'une pointe d'amertume.

Ainsi, dans un mouvement imprimé depuis la fin des années 1970, ce sont une vingtaine de cépages indigènes et quasi exclusifs à la Corse qui apportent une nouvelle personnalité aux vins de l'Île et lui permettent de se distinguer. La chance veut aussi que ces cépages soient souvent magnifiés par les vigneron les plus talentueux de la Corse. L'île de beauté n'a donc pas fini de nous faire voyager.

Gaël Herrouin : expert gradé et assermenté près le Tribunal de Commerce de Paris. Membre de la Compagnie des Courtiers-Jurés-Experts en vins (association créée en 1322, reconnue d'utilité publique par l'État). Gérant de la société Les Vins Dévoilés, créateur d'événements autour de la dégustation de vins rares. Tél. 06 68 32 91 69 / contact@lesvinsdevoiles.com



ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

En application de la loi n° 55/4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, « 7 JOURS » a été désigné pour la diffusion de ces insertions pour tout le département d'Ille-et-Vilaine pour l'année 2023 par arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2022 prescrite par le Code civil, le Code de procédure pénale, le Code du commerce et par les lois spéciales pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats. En application de l'arrêté du 27 décembre 2022, modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, du ministère de la culture et de la communication, les annonces judiciaires et légales font l'objet d'une tarification au caractère. Le tarif d'un caractère est de 0,183 euro (HT) pour l'année 2023 en Ille-et-Vilaine. À compter du 1^{er} janvier 2023, selon l'arrêté du 27 décembre 2022, modifiant l'arrêté du 19 décembre 2021 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, tous les « avis de constitution » de sociétés seront soumis au forfait selon leur forme juridique, ainsi que les dissolutions avec liquidation des sociétés civiles et commerciales, les clôtures de liquidation des sociétés civiles et commerciales, les jugements d'ouverture et de clôture des procédures collectives. Le tarif des annonces légales relatives au changement de nom patronymique pour motif légitime tel que régi par l'article 61 du code civil est fixé à 56 euros HT. Les tarifs sont réduits de 50 % pour les annonces faites par les personnes dans le cadre du transfert universel du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel prévues par les articles L. 526-27 et D. 526-30 du code de commerce. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé.

CONSTITUTIONS

A t h é i s

ATHÉIS

experts-comptables

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à THORIGNE-FOUILLARD du 12 décembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée à associé unique
- Dénomination sociale : ORYALI
- Siège social : 12 rue Louis Blériot - 35235 THORIGNE FOUILLARD

- Objet social : La prise de participation sous toutes formes soit par achat, souscription, apport, fusion, de tous biens et valeurs mobilières, dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, civiles ou commerciales (l'acquisition, la souscription et la gestion de tous titres de sociétés) ainsi que la prise de contrôle sous toutes ses formes ; l'activité de société animatrice de groupe et notamment l'animation effective des sociétés du groupe en participant à la conduite de la politique financière, administrative et fiscale, et au contrôle des sociétés filiales ; l'exercice de toutes activités entrant dans le cadre de l'objet des sociétés financières ou holdings ; la réalisation de toutes prestations de services en matière administrative, financière, commerciale, technique et de gestion auprès de toutes sociétés, et notamment des filiales ; l'activité de holding financier.
- Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
- Capital social : 464 000 €
- Gérance : Monsieur Olivier RIGAL, demeurant 11 Avenue Léon Bourgeois - 35340 LIFFRE, assure la gérance.
- Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES. Pour avis. La Gérance

L237J10791

A t h é i s

ATHÉIS

experts-comptables

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à THORIGNE-FOUILLARD du 12 décembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée à associé unique
- Dénomination sociale : BERTINMEN
- Siège social : 12 rue Louis Blériot - 35235 THORIGNE FOUILLARD

- Objet social : La prise de participation sous toutes formes soit par achat, souscription, apport, fusion, de tous biens et valeurs mobilières, dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, civiles ou commerciales (l'acquisition, la souscription et la gestion de tous titres de sociétés) ainsi que la prise de contrôle sous toutes ses formes ; l'activité de société animatrice de groupe et notamment l'animation effective des sociétés du groupe en participant à la conduite de la politique financière, administrative et fiscale, et au contrôle des sociétés filiales ; l'exercice de toutes activités entrant dans le cadre de l'objet des sociétés financières ou holdings ; la réalisation de toutes prestations de services en matière administrative, financière, commerciale, technique et de gestion auprès de toutes sociétés, et notamment des filiales ; l'activité de holding financier.
- Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
- Capital social : 464 000 €
- Gérance : Monsieur Bertrand JACQUET, demeurant 8 Hameau Shirin Ebadhi - 35410 DOMLOUP, assure la gérance.
- Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES. Pour avis. La Gérance

L237J10792

CABINET VAZEL ET ASSOCIÉS
Société d'Avocat
167 Route de Lorient
Parc Monier - Le Cassiopee
35000 RENNES



Société constituée SSP le 17 novembre 2023 à CESSON SEVIGNE - Dénomination : LGB - Forme : Société Civile Immobilière - Siège social : CESSON SEVIGNE (Ille et Vilaine) - 1 Rue des Vieux Ponts - Durée : 99 ans - Capital : 1 000 Euros souscrit en numéraire - Objet social : l'acquisition et la gestion, notamment par location, de tous biens immobiliers - Gérant : la société DEGOUEZH SARL ayant son siège social à CESSON SEVIGNE (Ille et Vilaine) - 1 Rue des Vieux Ponts, RCS RENNES 922 348 990 - Clauses relatives à l'agrément des cessionnaires de parts sociales par Assemblée Générale, stipulée à l'article 10 des statuts - Immatriculation : Greffe du Tribunal de Commerce de RENNES.

L237J11966

HOLDING TROCHU
Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 266 667 euros
Siège social : 15 rue des Vieux Chènes
35470 BAIN DE BRETAGNE
AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 30/11/2023 à BAIN DE BRETAGNE, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
Dénomination : HOLDING TROCHU
Siège : 15 rue des Vieux Chènes, 35470 BAIN DE BRETAGNE
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 266 667 euros
Objet : - La participation directe et indirecte dans toutes opérations commerciales, industrielles ou de services quel qu'en soit le domaine ou la nature, notamment par voie de création de so-

ciété nouvelle, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, association en participation ou autrement ; la gestion de ces participations. Toutes prestations de services techniques, commerciales, financières et administratives notamment au profit des sociétés dans lesquelles la société détient des participations, le dépôt, l'exploitation ou l'achat de tous brevets, licences ou marques

- La participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle de ses filiales, la fourniture de tous services administratifs, juridiques, comptables, financiers, immobiliers, etc.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Damien TROCHU, demeurant 15 rue des Vieux Chènes, 35470 BAIN DE BRETAGNE

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

POUR AVIS
Le Président

L237J12745

Aux termes d'un acte SSP en date du 4 décembre 2023 il a été constitué une société ; Dénomination sociale : SARL LA TABLE RONDE Siège social : 32, LE MAIL LANCE 35230 NOYAL-CHATILLON-SUR SEICHE. Forme : SARL Capital : 2000 Euros Objet social : bar, restauration de tous types, organisation d'événements, locations de salles ou de chambres Gérant : Monsieur VURSAVAS Hakan, né le 15 juin 1968 à IZMIR TURQUIE demeurant 36, rue Marie VURSAULT 35000 RENNES, nommé pour une durée indéterminée. Durée SARL : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de RENNES.

L237J12909

DECO RAVALEMENT 35

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 3 rue des Grands Champs
35890 LAILLE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LAILLE du 7 décembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : DECO RAVALEMENT 35

Siège social : 3 rue des Grands Champs, 35890 LAILLE

Objet social : Peinture, ravalement
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros
Gérance : Monsieur Mohamed EL HOUSSALI, demeurant 3 rue des Grands Champs 35890 LAILLE, a été nommé gérant.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

Pour avis
La Gérance

L237J12959

JURIS DOMUS
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé signé électroniquement en date du 06/12/2023, il a été constitué une Société d'exercice libéral à responsabilité limitée unipersonnelle d'avocat présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : AVRIL-LOGETTE
Maud
SIEGE SOCIAL : 9, rue de Vern - 35200 RENNES

OBJET : La Société a pour objet l'exercice libéral de la profession d'Avocat.

Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire de l'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer.

DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

CAPITAL : 1.000 €
GERANCE : Le premier gérant, nommé pour une durée indéterminée, est Mme Maud AVRIL LOGETTE demeurant à MELLESSE (35520), 4 rue Guynemer.

IMMATRICULATION : au RCS de RENNES suite à l'inscription de la société au Tableau de l'ordre des Avocats du barreau de RENNES lors de sa séance du 05/12/2023.

Pour avis

L237J12964

Gagnez
du temps
ABONNEZ-VOUS
EN LIGNE SUR
7JOURS.FR

Et recevez
la newsletter
chaque
semaine

ATTESTATION
DE PARUTION
IMMÉDIATE

TRIBUNAL DE COMMERCE

CITÉ JUDICIAIRE

7, rue Pierre Abélard - CS 43124 - 35031 RENNES Cedex
Parking Arsenal - Bus : lignes 5, 6 et 9 - Métro Charles de Gaulle et République

GREFFE : extrait K bis, bilans, nantissements, judiciaire, faillites
Tél. 02 99 65 38 88

RCS - CFE : registre du commerce - formalités RCS
Tél. 02 99 65 38 88 option 1

Ouvert du mardi au vendredi : 8 h 30 → 12 h 00 - 13 h 30 → 17 h 00
Le lundi 10 h 00 → 12 h 00 - 13 h 30 → 17 h 00

KYC infogreffe

La connaissance client authentique

Un outil de surveillance dédié à la connaissance du client basé sur les documents officiels et certifiés par les greffiers des tribunaux de commerce.



Lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme



Fraude et compliance



Gestion du risque client

KYC.INFOGREFFE.FR

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

REDRESSEMENTS JUDICIAIRES

(Jugement du 06 décembre 2023)

SARL ELOREG, 27 Rue de Bray, 35510 Cesson-Sévigné, RCS RENNES 811 401 496. Holding. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 septembre 2022 désignant mandataire judiciaire SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555541055-2023J00502

SAS KERDONIS PARTICIPATIONS, 5 Avenue des Peupliers, Bâtiment Orion a, 35510 Cesson-Sévigné, RCS RENNES 479 547 523. Holding. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 11 octobre 2023 désignant administrateur SELARL Ajassociés, prise en la personne de Maître Maxime Lebreton 27 Cours Raphael Binet Le Chephren - BP 80927 35009 Rennes avec les pouvoirs : assister l'entreprise dans tous les actes concernant la gestion, mandataire judiciaire SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555639465-2023J00514

SARL BACK TO THE 60'S, 5 B Rue de Saint-Malo, 35000 Rennes, RCS RENNES 522 658 814. Restauration. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 février 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Gopmj, prise en la personne de Maître Pauline Collin 4 Mail François Mitterrand 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555639471-2023J00518

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

(Jugement du 08 novembre 2023)

LETELLIER Cindy, 11 Place du Centre, 35310 Cintré, RCS RENNES 919 558 064, RM 919 558 064. Coiffure. Prononce l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire et a décidé de l'application de la liquidation judiciaire simplifiée portant uniquement sur le patrimoine professionnel, sous le numéro 2023J00498, date de cessation des paiements 16/02/2023 et a désigné liquidateur la SELARL GOMPJ, prise en la personne de Maître Pauline COLLIN, 4 Mail François Mitterrand 35000 RENNES. Les déclarations des créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au bodacc.

13501555541070-2023J00498

(Jugement du 06 décembre 2023)

SAS S.E.K.I. (Société d'Economie Konzern Investissements), 12 Rue de la Robèrdière, 35000 Rennes, RCS RENNES 348 138 587. Holding. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 19 janvier 2023, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. L'activité est maintenue jusqu'au 10/01/2024.

13501555541043-2023J00506

SAS SPHERE INTER, 15 Rue de la Retardais, 35000 Rennes, RCS RENNES 348 516 063. Commerce de gros. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 juin 2022, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. L'activité est maintenue jusqu'au 10/01/2024.

13501555541046-2023J00505

SARL UNE PARENTHÈSE BEAUTE, 9 Rue Saint-Nicolas, 35410 Châteaugiron, RCS RENNES 809 428 139, RM 809 428 139. Institut de beauté. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 novembre 2023, désignant liquidateur SELARL Gopmj, prise en la personne de Maître Pauline Collin 4 Mail François Mitterrand 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. L'activité est maintenue jusqu'au 09/12/2023.

13501555541052-2023J00510

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

(Jugement du 06 décembre 2023)

SARL TAILLEPIED, 14 Impasse des Érables, 35320 la Couyère, RCS RENNES 815 148 622, RM 815 148 622. Plomberie chauffage. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 mai 2023, désignant liquidateur SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. L'activité est maintenue jusqu'au 15/12/2023.

13501555541058-2023J00507

SARL M DIAS, 28 Rue des Érables, 35240 Retiers, RCS RENNES 893 589 358, RM 893 589 358. Pose de plâtre. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 juin 2023, désignant liquidateur SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555541064-2023J00511

SARL TAL SARL, société en liquidation, 106 Rue de la Forêt, 35300 Fougères, RCS RENNES 895 311 033. Restauration. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 29 janvier 2023, désignant liquidateur SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555541067-2023J00508

SAS MAISON DEUX MAI, 7 Rue de Toulouse, 35000 Rennes, RCS RENNES 913 845 327. Centre esthétique. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 3 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555541073-2023J00503

SARL PHILAE TECHNOLOGIES SERVICES (P.T.S.), 5 Avenue des Peupliers, 35510 Cesson-Sévigné, RCS RENNES 485 114 268. Services informatiques. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 11 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555541076-2023J00513

SAS ASSUR' BIEN, 28 Jean Moulin, 35500 Vitry, RCS RENNES 892 129 818. Courrier en assurances. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 avril 2023, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. L'activité est maintenue jusqu'au 20/12/2023.

13501555541061-2023J00512

SARL CHAMAZ, 19 Rue du Gifard, 35410 Domloup, RCS RENNES 890 216 252, RM 890 216 252. Pâtisserie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 6 juin 2023, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555639475-2023J00516

SARL MR & MME VINO, 30 Avenue du Maréchal Leclerc, 35310 Mordelles, RCS RENNES 898 106 059. Caviste. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13501555639478-2023J00517

WWW.7JOURS.FR



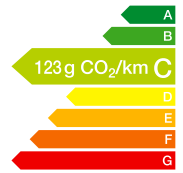
AUTOMOBILES CITROËN - RCS PARIS 442 050 199

**SUPER BIG OFFRES
SUR NOS VÉHICULES
EN STOCK**

de
500€
à
1500€

de remise supplémentaire pour
l'achat d'un véhicule Citroën neuf*

DU 4 AU 16 DÉCEMBRE SEULEMENT



Super big offres = Super grandes offres.

*500 € de remise, valable pour l'achat d'une C3 neuve en stock, 1500 € de remise valable pour l'achat d'un C5 Aircross PHEV neuf en stock du 04/12/23 au 16/12/23 et immatriculé avant le 31/12/23. Offre non cumulable réservée aux particuliers pour un usage privé, valable dans le réseau Citroën participant. Certaines options peuvent ne pas être disponibles.

CONSUMMATIONS MIXTES DE CITROËN C3 : WLTP DE 4,5 À 6,0 L/100 KM.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

CONSTITUTIONS

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société civile immobilière. Dénomination sociale : FI. Siège social : 4A, rue du Bignon 35000 RENNES. Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles, droits ou biens immobiliers. La négociation, la conclusion, la réalisation de toutes opérations conformes au présent objet civil et susceptibles de favoriser le développement dudit objet, et notamment de toutes opérations de financement, et l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties personnelles ou réelles (et notamment hypothécaires) sur l'actif social. Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil, notamment l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties réelles sur des opérations conformes au présent objet. Durée : 99 ans. Capital social : 15.000 euros. Gérance : Cédric GEMY sis 13, square de la Rance 35000 RENNES, sans limitation de durée. Cessions de parts : agrément des associés dans tous les cas. RCS RENNES. Pour avis

L237J13062

LUGAND ET ASSOCIES

Notaires associés
DINARD (35800) - 13, place Newquay

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me LUGAND, notaire à DINARD, le 7 décembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : SCI CHATMIGNON
Forme : Société Civile Immobilière
Objet : acquisition par voie d'achat ou d'apport, propriété, mise en valeur, transformation, construction, aménagement,

administration et location de tous biens et droits immobiliers et mobiliers, de tous biens et droits pouvant en constituer l'accessoire, ou le complément, ainsi que la vente de ces mêmes biens et droits immobiliers et mobiliers, sous réserve que ces ventes ne portent pas atteinte au caractère civil de la société

Durée de la société : 99 années à compter de son immatriculation au RCS
Capital social fixe : 100,00€ divisé en 100 parts de 1 € chacune
Montant des apports en numéraire : 100,00€

Cession de parts et agrément : mutation entre vifs et par décès soumises à l'agrément préalable des associés ;
Siège social : 12 rue Villiers de l'Isle Adam 35000 RENNES

Gérance : Christine CHAUVEL, demeurant 12 rue Villiers de l'Isle Adam 35000 RENNES

La société sera immatriculée au RCS de RENNES.
Pour avis

L237J13121

HPR INGENIERIE

Société par actions simplifiée au capital de 4 000 euros
Siège social : 32 Champ Courtin - 35520 MELESSE
Société en cours de constitution

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à MELESSE du 06/12/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : HPR INGENIERIE
Siège : 32 Champ Courtin - 35520 MELESSE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 4 000 euros
Objet : Bureau d'études dans toute activité liée au Génie Climatique ; L'expertise énergétique et thermique ; La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se ratta-

cher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles et groupement, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise ou de dation en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; Et plus généralement, toutes autres opérations mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Président : Monsieur Patrice HILPERT, demeurant 32 Champ Courtin - 35520 MELESSE

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

Pour avis. Le Président

L237J13123

EVOLIS AVOCATS
40 Bd de la Tour d'Auvergne
35065 RENNES CEDEX

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé signé électroniquement le 11 décembre 2023, il a été constitué une société commerciale présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par Actions Simplifiée
Dénomination : Pérénite
Siège social : 102 rue de Vannes 35600 REDON

Objet : Le développement, la fabrication et le commerce de tous matériaux, produits, éléments préfabriqués de toute nature se rapportant à l'industrie du bâtiment, ainsi que le transport de tous ces produits ;

La création, l'acquisition, la prise à bail ou en gérance libre et l'exploitation de tous fonds de commerce, entreprises ou établissements quelconques se rattachant à l'une ou à l'autre des activités ci-dessus spécifiées ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement ;

Toutes participations dans les affaires de même nature ou se rattachant directement ou indirectement à l'objet sus énoncé et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'achats de titres ou droits sociaux, de fusions, d'alliances, de sociétés en participation ou autrement ;

La gestion et l'administration de tous biens meubles et immeubles ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini ou à tout autre objet similaire ou connexe de la manière la plus étendue.

Durée : 99 années à compter du jour de son immatriculation au R.C.S.

Capital social : 1.000 €

Président : La société HDM2, S.A.S. au capital de 16.808.606 € dont le siège est situé à GUIGNEN (35580) Parc d'Activités Les Bignons, identifiée sous le numéro 904 044 740 RCS RENNES.

Forme et cession des actions : Toutes les actions sont nominatives. Les cessions d'actions entre associés peuvent être effectuées librement. Toute autre cession est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Assemblées générales : Les assemblées générales se composent de tous les associés sans restriction particulière. Un associé peut toutefois y être représenté par un autre associé ou le Président. Chaque membre a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation.

Immatriculation : R.C.S. RENNES.
Pour avis
M. Renan DENIS,
Spécialement mandaté à cet effet par l'associé fondateur

L237J13139

REGIMES MATRIMONIAUX



17 avenue Louis Barthou
35000 RENNES
02 30 964 904
aude.olivier@notaires.fr

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Aux termes d'un acte reçu le 30 novembre 2023, par Maître Gaëlle de THORAN, Notaire au sein de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Maître Aude OLIVIER, Notaire », titulaire d'un Office Notarial sis à RENNES, contenant changement de régime matrimonial entre M. Antoine Marie-Jean GEFRIER né à SAINT-CLOUD (92210) le 15 août 1986, et Mme Constance Marguerite Sophie BERTHAULT, son épouse, née à PARIS (75015) le 6 décembre 1986 demeurant ensemble à RENNES (35000) 9 rue Jean-Baptiste Barre, mariés à la mairie de RAMBOUILLET (78120) le 25 mai 2013 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable, ont adopté le régime de la séparation de biens.

Aux termes dudit acte, il a été procédé à la liquidation partage du régime antérieur.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice, à Me Gaëlle de THORAN, notaire à RENNES (35000), 17 Avenue Louis Barthou.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au Tribunal judiciaire.

Pour insertion. Le notaire.

L237J12987

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Cécile PINSON-SIBILLOTTE, Notaire associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Cécile PINSON - SIBILLOTTE & Alban SIBILLOTTE » titulaire d'un office notarial à MORDELLES (Ille et Vilaine), 25 avenue du Maréchal Leclerc, CRPCEN 35029, le 11 décembre 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle (avec clause d'attribution intégrale au dernier vivant) entre :

Monsieur Philippe Georges Louis Marie COHAN, agent d'accueil, et Madame Fabienne Marcelle Anna BRISSET, leader contrôle qualité, demeurant ensemble à LA CHAPELLE THOUARAU (35590) 5 rue de la Vallée des Rochers.

Monsieur est né à LA CHAPELLE-THOUARAU (35590) le 20 août 1966, Madame est née à RENNES (35000) le 13 avril 1967.

Mariés à la mairie de SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35136) le 31 mars 1990 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Tous deux de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître Cécile PINSON-SIBILLOTTE, Notaire susnommée.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal judiciaire.

Pour insertion

Le notaire

L237J13160

SCP BODIN-BERTEL

RABRAIS

Notaires associées

Rue Ransbach Baumbach

BP 1 - 35730 PLEURTUIT



INSERTION - AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me BODIN-BERTEL, Notaire de la SCP «Bénédict BO-DIN-BERTEL et Véronique RABRAIS, Notaires Associées», titulaire d'un Office Notarial à PLEURTUIT, Rue Ransbach Baumbach, le 11/12/2023,

Monsieur Alain Gaston FRILLOUX, retraité, né à BEAULANDAIS (61140), le 05/08/1951, et Madame Marie-Joséphine Thérèse Jeannine LEBOSSE, retraitée, née à SAINT ROCH SUR EGRENNE (61350), le 15/01/1958, demeurant ensemble à LA RICHARDAIS (35780), 4 impasse du champ

Mariés à la mairie de DOMFRONT (61700), le 02/12/2006 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Me Bernard MONNIER, notaire à DOMFRONT, le 23/11/2006.

Ont déclaré changer pour l'avenir de régime matrimonial, par l'apport d'un bien propre de Monsieur Alain FRILLOUX susnommé à la communauté.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, pourront être faites dans un délai de trois mois de la présente insertion et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me BODIN-BERTEL, en l'Office Notarial sus-désigné, où domicile a été élu à cet effet.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent.

Pour insertion

Le notaire

L237J13175



AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Jean-Christophe MACÉ, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée « Estuaire Notaires », titulaire d'un Office Notarial à la résidence de CANCALE, 2 Avenue du Général de Gaulle, CRPCEN 35141, le 17 novembre 2023, a été conclu un aménagement de régime matrimonial ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux. Mr Christian Maurice Jean AVRIL, retraité, et Mme Anick Angèle Henriette Berthe MAHE, retraitée, demeurant à PLERGUER (35540) 46 rue du Général de Gaulle. Mr est né à MINIAC MORVAN (35540) le 22 août 1944, Mme est née à MINIAC MORVAN (35540) le 23 novembre 1946. Mariés à la mairie de MINIAC MORVAN (35540), le 24 juin 1966 initialement sous le régime de la communauté légale de communauté réduite aux acquêts, et désormais sous le régime de la communauté universelle, aux termes du changement de régime matrimonial reçu par Maître FLEURY, notaire à CANCALE (35260), le 6 décembre 2016. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification en dehors de l'aménagement objet de la présente insertion. Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L237J13254

AUTRES ANNONCES



Par testament olographe en date du 17 mai 2011, **Madame Louise Joseph Lucienne REMOND**, retraitée, veuve de Monsieur Jean Joseph Alphonse JEU-LAND, demeurant à FOUGERES (35300) 133 rue de la Forêt EHPAD Bel Air, née à FOUGERES (35300), le 22 septembre 1932 et décédée à FOUGERES (35300) le 5 août 2023.

A institué un légataire universel.

Ce testament a été déposé au rang des minutes de Maître Pauline JOSSELINE, Notaire associé, exerçant à l'Office notarial de FOUGERES (Ille-et-Vilaine), 3 Boulevard Jean Jaurès.

Les oppositions pourront être formées auprès de Maître Pauline JOSSELINE, notaire à FOUGERES (35300), 3 Boulevard Jean Jaurès, notaire chargé de la succession, dans le mois suivant la réception de la copie du testament par le Greffe du Tribunal Judiciaire de RENNES.

L237J13015

WANPULSE SAS

SAS au capital de 320000 €

Siège Social : espace performance

35760 ST GREGOIRE

524787058 RCS de RENNES

Par AGO du 30/06/2023, après avoir constaté que l'actif net est devenu inférieur à la moitié du capital social, il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société, conformément aux dispositions de l'article L.223-42 du code de commerce.

Mention au RCS de RENNES

L237J13041

7 JOURS

L'ÉCO DE LA BRETAGNE

À chacun sa formule :

42€ TTC : 6 mois

magazine + site internet

69€ TTC : 1 an

magazine + site internet

119€ TTC : 2 ans

magazine + site internet

Gagnez du temps !

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR 7JOURS.FR →

Et recevez la newsletter chaque semaine



Abonnez-vous

ON A ENCORE VÉRIFIÉ, E.LECLERC EST MOINS CHER QUE LIDL.



**En comparant plus de produits, ça change tout :
E.Leclerc est en moyenne moins cher que Lidl sur les marques nationales,
ainsi que 6% moins cher sur ses marques distributeur*.**



E.Leclerc 

DÉFENDRE TOUT
CE QUI COMPTE POUR VOUS.



*Prix moyens comparés de 314 produits de marques distributeurs, relevés du 17 au 25 novembre 2023, dans 50 magasins E.Leclerc et 51 magasins Lidl et de 456 produits de marques nationales, relevés du 4 au 19 octobre 2023, dans 50 magasins Lidl et 50 magasins E.Leclerc. Étude réalisée sur des enseignes de formats différents. Plus d'informations, détails des prix et des formats des magasins étudiés sur www.moins-cher.leclerc

CONFÉRENCE

Les stratégies à l'international des entreprises bretonnes dans le contexte géostratégique actuel

Lundi 18 décembre / 18h
à la CCI d'Ille-et-Vilaine
Cocktail à 20h

Entretiens croisés menés par Laora Maudieu, rédactrice en chef du magazine **7Jours**.

Sur le plateau :



Jérémie Lecha, DG du Groupe Roullier (Saint-Malo)
Spécialiste dans la nutrition végétale et animale. 4,1 Md€ de CA en 2022, 75% à l'international.



François Fournier, PDG de HTL Biotechnology (Javené)
Leader mondial de la production de biopolymères de grade pharmaceutique. 100 M€ de CA en 2022, 85% à l'export.



Sylvain Fournier, DG Lacto Production (Montauban-de-Bretagne)
Valorisation des coproduits de l'industrie laitière. 48 M€ de CA en 2022, 92% à l'export.



Louissette Bourdin, Présidente ABC Texture (Dinard)
Laboratoire de recherche et création, sous-traitant pour les grandes marques de la cosmétique et de la parfumerie. 8,3 M€ de CA 2023, 60% à l'export.



Thomas Flichy de La Neuville, professeur d'Université, chaire de géopolitique de Rennes School of Business. Regard du géopolitologue et prospectiviste.



Flashez pour
vous inscrire :

